



**Une
expédition
corse au
Groenland**

Pages 28 & 29



**«La Corse n'a
pas échappé
à la vague bleue»**

ANGE SANTINI

Pages 4 & 5



MICHEL BARAT

*«Notre société,
réactionnaire, est un
danger pour l'avenir
de l'école en
France»*

Pages 6 à 8



**VOTRE ACCÈS
AU REGISTRE DU
COMMERCE ET DES
SOCIÉTÉS !**



AGIR PLUS

LA SOLUTION CHAUFFE-EAU SOLAIRE : PRENEZ UN VRAI BAIN DE SOLEIL !

Fiable et performant, le chauffe-eau solaire vous donne de l'eau chaude en toute saison et vous permet d'économiser jusqu'à 150€ TTC/an sur votre facture.



Retrouvez toutes les solutions d'Agir Plus sur corse-energie.fr
ou contactez-nous au **N°Azur 0 810 140 240**

PRIX D'UN APPEL LOCAL DEPUIS UN POSTE FIXE

L'énergie est notre avenir, économisons-la !
L'energia hè un nostru avvene, tenimula à contu.

Nant' à a tela, da u dì à l'esse

Si spanna a lingua nustrale nant' à a tela, da u filà à u tessu. Ghjè a ghjuventù chì s'impegna. Per mezu di Facebook, per esempiu, si vede nasce belle andature. Ci n'hè parecchie è, ci vole à dilla, sò di qualità. Ci facenu a prova chì u corsu hà veramente a so piazza ind'i scambii di tutti i ghjorni. Sopr' à tuttu, quand'ellu si tratta di fà fronte à tuntie cum'è a «Nek-nomination», un ghjocu chì incuragisce i ghjovani à fà è beie mischji alculizati, cerchendu a perfunanza, certe volte, cù assai periculu. Si filmanu da per elli, in piena azzione, è lampanu dopu una sfida à i so amichi, per fà listessu affare è ancu peghju.

Si pò piglià cum'è una macagna, ma stu fenomenu chì si ritrova in u mondu sanu è chì ghjè oramai ghjuntu ind'è noi, hà digià tombu... Tandù, in risposta à sta catena inquietante, qualchi ghjovani, per a maiò parte studenti à l'Università, anu decisu di ripiglià l'idea di a «numination», ma, sta volta quì, in giru à a pratica di a lingua corsa. Si passa cusì : quellu chì parla nant' à a video, ci conta ciò ch'ellu hà fattu o ciò ch'ellu hà da fà in a so ghjumata. Accade dinù ch'ellu rea-

gisci nant' à un sughjettu chì li garba o chì li dispiace. A presa di parulla si face, ben intesu, in corsu. È à a fine, sceglie, frà a so cumunità, duie o trè persone, per lampà li a sfida di fà listessu affare è ancu megliu. Hè assai interessante sta filusufia. Ogni ghjornu, cuntinueghja di cresce u numeru di participanti. Perchè u sensu hè bunissimu. Eppò, in più, hà un veru valore sociale è linguisticu. Cum'è, d'altronde, l'azzione di i «Kongoni» chì ghjè propiu esempiara. Sta squadra di ghjovani cume-dienti hè specializata in a parudia. Sò macagnoni di prima trinca. A ci anu mostrata, cù l'emissione di tele-realtà «Aleria Express», «Confessions Timides» è tant'altre («Scène de ménages en Corse», «Forum de Frequenza Corsa», «U Corsica Terza», è, à mumenti, «A Voce...») da vede nant' à YouTube.

Cusi, mettenu in ballu a lingua nustrale, cù passione è, dinù, una certa scimità, davanti à a camerà di l'ingenuosu Dumenicu Monti. E so video facenu u giru di e rete sociale è cunnoscenu un bellu successu.

Vale à di chì quandu si vole fà un qualcusella di bè per a corsufunia o altru affare, ci tocca à dassi ne i mezi, da u dì à l'esse...



da Roland Frias



Billet La voix, les voix, la voie...

Les électeurs viennent, tout juste, de sortir du carrousel électoral, les maires et leurs adjoints fraîchement élus ou réélus, les «communautés» sont en train de constituer leurs instances... La pré-campagne des européennes va s'ouvrir et, celle des sénatoriales mijote à feux doux. Tout va très bien Madame la Marquise !

Le Président de la République en chasse pour reconstituer son «crédit de confiance revolving» auprès des Français, le nouveau Premier Ministre, juste épousseté de la rincée électorale de la gauche de gouvernement, viennent de trouver la solution idéale ! Pour faire oublier le catalogue des problèmes à résoudre et, les difficultés des Français dans la «panade» au quotidien, il faut réformer la réforme. C'est-à-dire que, comme le fameux monstre du «loch ness» amusait les gogos, on ressort le «découpage du mille-feuille territorial», quoi de mieux pour rouler les citoyens dans la farine ?

Alors, en saluant toutefois l'énergie, le volontarisme et le talent du nouveau Premier Ministre, expert en communication s'il en est, il ne faut pas oublier l'essentiel. Combien aurons-nous de chômeurs au 31 décembre prochain, et l'année suivante ? Combien d'entreprises petites ou grandes, vont hélas rester sur le carreau dans le même temps ? Voilà qui nous ramène à la réalité actuelle qui mérite une transformation audacieuse...

De l'autre côté de l'échiquier, le patron ou sous-patron de l'UMP, rasséréiné par les «bons» résultats électoraux, s'engage dans ce qui est l'essentiel pour les français ! Il va nous faire rêver avec les «Contes de l'épicière», ou plus prosaïquement avec les comptes de son parti...

Quel bonheur pour ceux qui à gauche ou à droite, au centre ou même ailleurs, ont envie de s'engager pour changer la vie, améliorer et résoudre les problèmes de ceux qui souffrent de la crise, d'abord, de tous les autres ensuite...

Au milieu de toutes ces voix, parfois dissonantes, choisissons la bonne voie !

Paul Aurelli
icn-p.aurelli@orange.fr



Les beaux combats de Jean-François Bernardini

Leader du groupe I Muvrini, Jean-François Bernardini, à travers l'Association pour une Fondation de Corse (AFC-UMANI) qu'il préside, mène un très beau combat en faveur d'un modèle de société garant des valeurs humanistes et solidaires. Nous reviendrons, dans nos colonnes, sur l'action de l'AFC-UMANI, ses programmes et ses chantiers au service de valeurs universelles.

Dans cet édito, je veux simplement parler de l'engagement de Jean-François Bernardini, qui est notre Bono (chanteur d'U2) corse. Bono est connu pour ses engagements politiques et humanitaires. Jean-François se situe à la même hauteur d'engagement. Il incarne une Corse ouverte sur le monde, capable de cultiver au plus

haut degré un esprit de solidarité.

La Corse bouge, se transforme, évolue. Au milieu d'un monde complexe, toujours sous la menace du pire, notre île a besoin de figures exemplaires qui nous aident à retrouver les chemins de nos solidarités ancestrales.

Jean-François fait partie de ceux que nous appelions autrefois «pacéri» (faiseurs de paix).

Toute la Corse, au-delà du chanteur d'I Muvrini, doit accompagner l'homme engagé dans les beaux combats qu'il mène. Il est temps que Jean-François ac-

cède à la même notoriété universelle que Bono.



Christian Gambotti
icn-cgambotti@orange.fr

Ange Santini : «La Corse n'a pas échappé à la vague bleue»

Ange Santini avait donc raison d'être particulièrement serein avant ces élections municipales. Ce dernier a été réélu dans le fauteuil de maire de Calvi, avec une confortable avance sur ses opposants. Ce dernier nous explique ses priorités pour ce quatrième mandat qui débute dans sa ville. Mais au-delà de son succès local, Ange Santini savoure les victoires de ses amis de la famille libérale aux quatre coins de Corse. Si les principaux bastions de l'axe Calvi-Corte-Porto-Vecchio ont tenu sans trembler, l'ancien président du Conseil Exécutif de Corse se félicite de la victoire de Jean-Louis Milani à Bastia, aux côtés de François Tatti et de Gilles Simeoni, et félicite Laurent Marcangeli pour sa victoire à Ajaccio. A propos de l'ouverture constatée à Bastia vers les nationalistes modérés, Ange Santini se montre particulièrement prudent, expliquant que les stratégies locales ne préfigurent en rien les rapprochements possibles - ou pas - pour les prochaines élections territoriales.



Le bénéfice politique nous en revient...

Ange Santini, vous voilà réélu maire de Calvi. Vous aviez donc raison de ne pas être particulièrement inquiet avant ce scrutin, n'est-ce pas ?

En effet, je disais que sauf à tomber dans la fausse modestie, nous savions que nous n'aurions pas trop de difficultés dans ces élections municipales sur Calvi. Par contre, je dois dire qu'une chose nous satisfait pleinement, à savoir que visiblement, l'usure du pouvoir ne se fait pas ressentir dans cette ville. Nous percevons cela comme un engagement à continuer notre action auprès des Calvaises et des Calvais.

Nous frôlons les 2100 voix, ce qui n'est pas rien

Pour la première fois, nous avons dépassé le cap des 2.000 voix dans cette ville. Nous frôlons même les 2.100 voix, ce qui n'est pas rien.

Mais je remarque aussi que l'opposition a réalisé une élection tout à fait correcte. Mais en nombre de sièges, cela se traduit par deux places supplémentaires pour la liste que j'ai l'honneur de conduire. Nous sommes en effet passés de vingt-sept à vingt-neuf élus au conseil municipal de Calvi. Nous avons ainsi vingt-six élus pour la majorité et trois pour l'opposition.

Cela signifie que le bénéfice politique de cette élection nous en revient complètement. De ce fait, en ce qui nous concerne, il s'agit d'une

très grande satisfaction à l'aube de ce quatrième mandat.

Vous parlez d'usure du pouvoir. A ce propos, quel est votre secret pour que cette fameuse usure, que l'on peut constater par ailleurs, ne s'exerce pas à Calvi ?

Ecoutez, je pense tout simplement que les Calvaises et les Calvais sont satisfaits du travail que nous accomplissons au quotidien, et ce depuis vingt ans. Je l'ai dit moi-même, tout n'a pas été parfait sur la dernière mandature, et il était nécessaire de le reconnaître.

Nous avons une équipe qui se trouve au service de nos concitoyens, et qui a été en bonne partie renouvelée. En effet, sur les vingt-six élus que nous avons à présent au conseil municipal, nous découvrons huit nouvelles têtes.

Je dispose également de trois nouveaux adjoints et adjoints. Je pense que nous sommes sur la bonne voie à ce niveau là. Nous avons une ligne d'actions, un bilan à défendre, des projets, mais nous savons également nous entourer, au fil du temps, de celles et de ceux qui se trouvent au plus près de nos concitoyens et qui représentent diverses couches de la société calvaise.

A mon sens, il est également nécessaire de ne pas rester sclérosé sur une équipe qui ne bougerait pas beaucoup ses lignes. Il faut savoir s'ouvrir et intéresser les nouvelles générations et les plus jeunes à l'action publique. C'est un gage de réflexion fort intéressant pour le présent, et bien évidemment, c'est

un gage qui va compter pour l'avenir.

Une quatrième mandature commence donc en ce qui vous concerne. Quelles sont vos priorités ?

Lorsque l'on gère une ville de la dimension de Calvi, il n'y a pas que les projets immobiliers ou d'investissement.

Actuellement, nous sommes déjà en train de pousser la réflexion sur l'occupation du domaine public et sur les nuisances sonores. Je me suis engagé à régler ce problème. Je l'ai répété à maintes reprises, et je l'ai écrit, nous devons réussir dans ce domaine, car je ressens une grande attente de la population à ce niveau là. Nous allons relancer très prochainement les concertations.

D'autre part, nous relançons, avec le nouvel adjoint à l'urbanisme, la dernière réflexion pour la mise en application du PLU de Calvi.

Parmi les autres priorités de cette mandature, nous avons bien entendu la réflexion que nous menons sur le boulevard Wilson, qui est l'artère principale de la ville. Nous nous sommes engagés à travailler sur cet axe là. Actuellement, nous nous mettons en place, puis nous nous y attèlerons dès la fin du mois d'avril.

A l'échelon régional, il s'est passé des choses intéressantes lors de ces municipales. Que vous inspire l'alliance réalisée par Jean-Louis Milani avec François Tatti et Gilles Simeoni ? Certains parlent d'alliance contre-nature. C'est votre avis ?

Non ! Pas du tout. «Contre-nature», ça ne veut rien dire. Certes, il y a des options politiques différentes, mais je rappelle que nous sommes sur la gestion d'une ville et non pas sur une échéance nationale. Ces élections ne sont ni des présidentielles, ni des législatives. Je sais que cet accord s'est réalisé dans la clarté et dans la transparence, et ce sur un seul thème : Bastia.

La société insulaire est en train d'évoluer

Je crois également que la société insulaire est en train d'évoluer, et qu'il ne s'agit pas d'être à contre-courant. Les Bastiaises et les Bastiais avaient une envie très importante de changement, et les leaders des différentes tendances ont bien compris ces aspirations-là. Ils se sont mis autour d'une table. En fonction des résultats du premier tour, chacun a pu avoir la place qui devait être la sienne pour la gestion de la ville de Bastia et de la communauté d'agglomération bastiaise.

Un véritable courage politique

Indépendamment de cela, je crois qu'il y a là, un véritable courage politique qu'il convient de saluer. Vous savez, de prime abord, cette alliance n'était vraiment pas évidente à mettre en place...

Nous aurions pu penser que les Bastiaises et les Bastiais n'étaient pas prêts à ce type d'alliance pour un changement. Cela aurait même

pu conduire ou déboucher sur une mauvaise élection, voire même sur une défaite. Et bien pas du tout.

Nous avons pu constater que les scores du premier tour ont été confirmés au second. Cela nous démontre bien que la société corse se trouve actuellement en pleine évolution.

Lorsque nous avons affaire à des hommes et des femmes de progrès, qui ont un seul but, à savoir faire évoluer les choses en Corse, qui abandonnent toute idée de la violence, et qui sont dans un cadre tout à fait démocratique, alors tout est possible.

Les bonnes volontés, et ce quelles que soient les couleurs politiques des hommes et des femmes, doivent être unies, réunies, pour chercher à aller de l'avant sur des thèmes bien clairs, sur un contrat de gestion et un contrat de mandature qui ne lèse ni les uns, ni les autres.

Je suis persuadé qu'à Bastia, ce contrat de gestion sera respecté. Cela permettra d'ouvrir sereinement de nouvelles perspectives pour la ville de Bastia.

Vous pensez que les militants de l'UMP adhèrent totalement à cette alliance, et ce au-delà de Bastia ? Nous avons vu une histoire de faux communiqué émanant de l'UMP, qui a provoqué une réaction assez vive de Stéphanie Grimaldi. Nous avons l'impression que ce qui s'est passé à Bastia a créé quelques petites frictions dans votre famille politique, et ce partout en Corse...

C'est une évidence. Mais il faut remettre les choses dans un certain contexte. Il a fallu réaliser un accord de ce type en quelques heures seulement. Tout s'est joué en quarante-huit heures. Entre le dimanche soir, où les résultats du premier tour sont connus, et mardi dix-huit heures, date de dépôt des listes pour le second tour, c'est très court.

Vous imaginez, quarante-huit heures pour réaliser une union de ce type... Donc c'est vrai que lorsqu'on manque de temps pour expliquer une démarche, il peut y avoir quelques interrogations bien légitimes, mais aussi quelques inquiétudes.

Mais je crois que les jours, les mois et les années qui viennent seront là pour porter témoignage que tout cela ne devait pas inquiéter qui que ce soit et qu'il fallait vraiment faire confiance à celles et ceux qui ont œuvré en ce sens, et notamment à Jean-Louis Milani et à son équipe.

Une réussite pour Bastia

Maintenant, il faut savoir, dans cette union, ne pas y laisser son âme. Bien au contraire. A présent, il va falloir porter un certain nombre de valeurs, au service de Bastia. Il existe d'autres échéances qui sont plus politisées, et là, c'est autre chose.

Mais dans un contrat de mandature municipale, lorsqu'on ambitionne

tout simplement de s'occuper du bien-être de ses concitoyens, à la fois dans le quotidien et dans les investissements structurants, je pense que c'est une union qui doit pouvoir apporter quelque chose à la ville. Je suis persuadé que ce sera une réussite pour Bastia.

Une porte d'entrée vers autre chose...

Est-ce que nous pouvons considérer que cette union à Bastia pourrait être une porte d'entrée vers autre chose... J'entends par là que puisque les nationalistes dits modérés ne semblent plus infréquentables politiquement parlant, ne pourrions-nous pas imaginer ce schéma dans d'autres scrutins, dans l'avenir ?

C'est trop tôt. C'est vraiment trop tôt pour évoquer des stratégies de ce type s'agissant de l'avenir. En ce qui concerne Bastia, je crois qu'il s'agit d'un cas ponctuel, d'importance certes, et symbolique aussi, mais après je crois que les positions évoluent, tout comme les résultats électoraux qui permettent ou pas certains rapprochements et certaines alliances d'entre deux tours. Il est donc prématuré pour généraliser ce cas, qui à mon sens demeure pour l'instant un cas purement local. Cette alliance ne concerne que Bastia.

Lorsque nous allons atteindre d'autres échéances qui pourraient devenir plus clivantes, notamment lorsqu'il s'agira de travailler sur un projet de société, nous pourrions nous retrouver dans une démarche tout à fait différente.

Ne pas brûler les étapes

En tout cas, bien entendu, tout cela mérite d'être suivi de près, mais avec une réflexion de part à d'autre. Objectivement, il est vraiment trop tôt pour imaginer que demain cela puisse devenir une configuration possible ou pas. Il ne faut pas brûler les étapes, et prendre en considération les convictions des uns et des autres.

En ce qui nous concerne, sur un certain nombre de sujets, nous ne sommes pas spécialement en phase avec d'autres mouvances de la société insulaire, et vice versa. Donc forcément, lorsqu'on entrera dans le vif du sujet pour d'autres échéances, cela pourrait se compliquer un peu plus. Mais tout cela sera étudié et examiné au fur et à mesure des échéances.

Votre famille politique est sortie grandie de ce scrutin en Corse. Nous parlions à l'instant de Jean-Louis Milani à Bastia, mais il y a également votre succès à Calvi, celui d'Antoine Sindali à Corte, Georges Mela à Porto-Vecchio, et surtout Laurent Marcangeli à Ajaccio. La droite insulaire est incontestablement sortie renforcée de ce scrutin, qu'en pensez-vous ?



Je crois que la Corse n'a pas échappé à la règle nationale, tout simplement. Nous ressentons chez nous aussi un vrai rejet de la politique du président de la République et de son gouvernement. Nous avons assisté à une véritable vague bleue qui a déferlé sur les grandes et moyennes villes de France. Cent cinquante-cinq villes de plus de 9.000 habitants ont basculé à droite.

La Corse n'a donc pas échappé à ce phénomène. Mais chez nous, nous avons également des ancrages locaux relativement importants et intéressants. Vous parliez de Calvi, bien entendu. Mais il y a aussi Corte, et je tiens à saluer la victoire de mon ami Tony Sindali, et ce dès le premier tour, face à deux listes.

Et puis, il y a bien sûr le succès de Georges Mela à Porto-Vecchio. Finalement, nous retrouvons ici les trois villes qui avaient été l'ossature des territoriales de 2004. Certains disaient, pour certaines d'entre-elles, qu'elles étaient en péril. Nous connaissons le résultat. Aujourd'hui, on se rend compte que ces trois villes maintiennent le cap à droite. Mais il y en a d'autres, notamment dans l'extrême-sud. Cette région de la Corse retrouve son appartenance politique qui marquait sa différence tout au long des décennies précédentes.

Mis à part Bonifacio, tout le grand sud est aujourd'hui détenu par des municipalités UMP, ou en tout cas de droite, ou apparentées. Nous avons donc eu beaucoup de succès et de confirmations pour ces municipales.

Mais le succès le plus important, pour la droite, n'est-il pas celui obtenu à Ajaccio ?

Bien entendu. C'est le succès le plus important ! Nous nous sommes retrouvés dans ce scrutin sur un schéma classique droite-gauche. C'est naturellement la reconquête de la ville d'Ajaccio qui s'est dessinée, et dont on ne peut que se féliciter. Je crois qu'il faut saluer l'engagement et le pragmatisme de Laurent Marcangeli, qui non seule-

ment a pu ravir le siège de député à Simon Renucci, mais qui en plus, aujourd'hui, réalise quelque chose d'extraordinaire.

Ce dernier a ramené dans le giron de la famille libérale la ville d'Ajaccio qui d'ailleurs, à mon sens, n'aurait jamais dû quitter sa place à droite par le passé. Ajaccio est la ville phare de la Corse, mais aussi de la droite insulaire.

Laurent Marcangeli porte Ajaccio dans son cœur

On se rend compte, finalement, que dès lors que la droite est unie à Ajaccio, elle semble imbattable. Pourtant, ça s'est joué à très peu...

Ca s'est effectivement joué à peu. Il est toujours très difficile de battre une municipalité en place, et ce quelle que soit sa couleur politique. On s'en rend compte ici comme ailleurs. L'écart de 280 voix est effectivement très mince pour une ville comme Ajaccio qui est la plus peuplée de Corse. Mais le succès n'en est que plus beau.

Il semble certain que le coup de semonce que Simon Renucci et la municipalité en place avaient pu recevoir à l'occasion des législatives a porté ses fruits. Tout a été fait, et tout a été mis en œuvre ces deux dernières années pour conserver la Maison Carrée, notamment au niveau de l'investissement. Mais cela n'a pas suffi. Il y avait une volonté, dans la ville d'Ajaccio de changer et de faire confiance à une nouvelle génération portée par un jeune maire. Je sais que Laurent Marcangeli porte Ajaccio dans son cœur. Ce dernier a comme ambition première de s'occuper des Ajacciennes et des Ajacciens. Il l'a d'ailleurs dit lui-même, il veut être le maire de tous les Ajacciens. Je crois que c'est de bonne augure, à la fois pour Ajaccio, mais aussi bien entendu, pour la famille libérale, dans le cadre de sa restructuration et de la reconquête des collectivités et des postes clés.

■ Frédéric Bertocchini

Michel Barat : «Notre société, réactionnaire, est un danger pour l'avenir de l'école en France»

Michel Barat n'y va pas avec le dos de la cuillère. Le recteur de l'Académie de Corse commente très vivement le remaniement ministériel et le départ de Vincent Peillon du ministère de l'Éducation Nationale. Sans jeter la pierre à Benoît Hamon, son remplaçant, ni au gouvernement, le recteur dénonce en revanche les pressions de la société qui mettraient en danger les réformes en cours, et, notamment, les rythmes scolaires. Selon Michel Barat, ces pressions sont inquiétantes car elles émanent d'une «société réactionnaire», d'une «société de l'obscurantisme» et de «syndicats corporatistes», qui refusent le progrès. Un progrès et une réforme pourtant nécessaires, voire indispensables, aux yeux du recteur, pour sauver l'institution de l'école en France.

Michel Barat, nous n'avons pas l'habitude de voir un Recteur d'Académie commenter des remaniements ministériels. Mais c'est votre cas aujourd'hui. Pourquoi ?

Je ne vais pas commenter le remaniement ministériel. Cela n'est absolument pas dans mes compétences. Comment pourrais-je dire quelque chose, de quelqu'un, avec lequel je n'ai pas encore travaillé ? C'est impossible. Donc ce n'est pas de ça dont il s'agit. Je vais simplement faire du Benoît Hamon. C'est-à-dire, saluer surtout le ministre qui sort et qui s'en va.

Je pense, toujours comme Benoît Hamon, que monsieur Peillon a été un très grand ministre de l'Éducation Nationale. C'est ce qu'a dit le nouveau ministre, et c'est un point sur lequel je suis tout à fait d'accord, en écoutant sa déclaration. Donc, vous m'avez compris, je voudrais surtout parler de ce qui a été fait. Et puis aussi des raisons de son départ.

Les maîtres sont de nouveau formés

Alors pour commencer, pouvez-vous nous dire ce qui a été fait, selon vous ?

Et bien tout simplement, ce qui n'avait jamais été fait par le passé.

Par exemple, le décret de 1950, qui fixe le statut de tous les enseignants, leur rôle, leurs tâches et leurs missions. Jusqu'à présent, cela était défini, uniquement comme un face-à-face avec l'élève. Et bien, ce décret de 1950, que tout le monde voulait changer, il est changé !

Il y a bien un décret, aujourd'hui, de 2014, dans lequel les tâches, qui ne sont pas seulement des tâches d'enseignement, mais aussi des tâches auprès de l'élève, d'une autre manière, dans l'établissement, sont prises en compte. A mon sens, il s'agit d'une révolution. Je voudrais parler aussi de la création d'une nouvelle institution pour former les maîtres : c'est fait aussi.

Vous savez bien que l'un des grands débats qui avait été donné tournait autour de l'idée que les maîtres n'étaient plus formés. Aujourd'hui, nous pouvons le dire, ils sont de nouveau formés. C'est quand même quelque chose d'extrêmement important.

Maintenant, il est vrai que nous pouvons nous poser la question suivante : quand un ministre entame une vraie réforme de l'Éducation Nationale, il a du mal à résister au mécontentement. Et là, monsieur Peillon a été bien plus loin que réformer le système, puisque, à mon sens, il a été jusqu'à réaliser une refondation.



Je ne parle pas de la décision du président de la République, qui de son côté, dans sa liberté et sa conscience, fait ce qu'il doit faire. Regardez par exemple la question des rythmes scolaires... Peut-être que cette question-là a pu peser sur le départ de monsieur Peillon.

L'éducation reste-t-elle une priorité dans ce pays ?

Avouons que cette question des rythmes scolaires pose débat...

Qu'est-ce que cela signifie au fond ? Cela signifie que notre pays ne soit pas l'un des seuls pays au monde où les élèves n'ont que neuf demi-journées de travail par semaine. Je pense que c'est le seul ! Je parle des pays développés bien entendu.

Car il y a des pays, comme en Afrique, où effectivement, les enfants n'en ont pas neuf, mais quatre. Car ces derniers vont à l'école par alternance, car il n'y a pas assez d'argent pour payer l'école à tout le monde. Bon, il me semble qu'en France nous n'en sommes pas là, tout de même...

Cette réforme pose des problèmes selon certains élus et certains maires...

D'où vient cette difficulté ? Est-ce qu'elle vient du ministère de l'Éducation Nationale ? Est-ce qu'elle vient de l'éducation ? Non, elle vient de la société dans sa globalité. Ce n'est pas un hasard si cette question ressurgit la veille des élections municipales. Je ne parle pas de gens de gauche, ou de droite, ou même des nationalistes, la question n'est pas là.

La question est de savoir si l'éducation reste une priorité dans ce pays ! Est-ce qu'un ministre de l'Education Nationale, à lui seul, peut résoudre le déclin actuel des résultats scolaires en France ? Il me semble que nous sommes face à un problème qui touche l'ensemble de la société. Si effectivement des décisions ne sont pas accompagnées, portées par l'ensemble de la société, si des maires ne veulent pas renoncer à reboucher trois nids-de-poules dans les rues, pour pouvoir payer de l'autre, des activités périscolaires, c'est un choix.

Mettre notre budget dans les écoles et dans l'éducation

Vous savez, je suis d'une famille d'enseignants, et d'élus locaux. J'ai moi-même été à la fois élu local et enseignant, cela m'est arrivé. Nous faisons des choix. C'est vrai, que des fois, nous suscitons des mécontentements, car des nids-de-poules n'étaient pas rebouchés. Mais nous préférons mettre notre budget dans les écoles et dans l'éducation. Le vrai problème, il est là ! C'est une question de choix.

Vous semblez inquiet Michel Barrot. C'est le cas ?

Ce qui est inquiétant, ce n'est pas le départ d'un ministre. A la limite, cela est normal car cela fait parti du jeu politique. A partir d'un certain niveau de responsabilité dans des structures d'Etat, nous savons d'emblée, que lorsque nous avons le pouvoir, nous allons le perdre par la suite. Et comme



monsieur Peillon est un philosophe, il le sait très bien. C'est d'ailleurs une formule d'Hegel très connue : «le jour où on prend le pouvoir, la seule chose dont on soit sûr, c'est qu'on va le perdre».

Monsieur Peillon est un homme tout à fait raisonnable, et savait qu'il devait se préparer à un départ. La question n'est donc pas la décision d'un Président de la République, et d'un Premier ministre, qui changent de ministres. Cela est leur rôle.

Le Président de la République fait ce qu'il peut par rapport à l'état d'une nation. Mais je m'interroge quand même. Que donne-t-on aujourd'hui dans notre pays comme crédit à une vraie refondation de

l'école ? C'est d'ailleurs pour cela que Benoît Hamon a eu raison de saluer monsieur Peillon comme un grand ministre de l'Education Nationale. J'ai entendu dans la presse nationale, sur une chaîne d'infos en continue, que l'échec de monsieur Peillon était normal et prévisible, car il s'agit d'un intellectuel.

Nous remarquons que le fait de mettre à la tête de l'Education Nationale quelqu'un qui est un intellectuel semble choquer certaines personnes. Jusqu'à présent, il me semble que c'est ce à quoi servent les professeurs !

Si les professeurs, quelles que soient leur discipline, n'étaient pas des intellectuels, alors... Je vais vous dire une chose. Même les professeurs de maçonnerie, ou de mécanique, sont des intellectuels ! Car ce sont des professeurs ! Sinon, ils auraient monté une entreprise de mécanique ou acheté un garage.

Remettre l'école sur les rails

Nous avons bien compris que vous regrettez le départ de Vincent Peillon, et que vous voulez le dire publiquement.

C'était quelqu'un avec lequel j'étais très heureux de travailler. Je travaille dans l'Education Nationale depuis Luc Ferry, jusqu'à aujourd'hui, avec Benoît Hamon. Cela fait beaucoup. Je m'aperçois simplement qu'il faudra quand même qu'un jour notre société contemporaine française accepte globalement et réellement de vouloir remettre l'école sur les rails.

Seulement voilà, lorsqu'on s'aperçoit qu'un ministre le fait, la so-

ciété ne suit pas. Je pense néanmoins que monsieur Hamon va essayer à son tour de faire exactement la même chose, peut-être autrement. Mais la société va-t-elle suivre ? Toute la question est là.

Y-a-t-il eu des précédents ?

Oui. Nous avons eu d'autres ministres de l'Education Nationale, qui bousculaient beaucoup plus les choses, tout en étant moins courtois que monsieur Peillon, et qui se sont retrouvés dans le même type de situation. Ce ne sont, ni le Président de la République, ni le Premier ministre, qui sont responsables de cette situation. C'est la société française qui ne veut pas, aujourd'hui, mettre un primat sur l'école, et qui sanctionne ceux qui veulent le faire.

Obscurantisme ?

Et ce qu'il s'agisse des politiques du plus haut niveau ou les autres. Je trouve que nous sommes passés dans une société que j'appelle «société de l'obscurantisme», dans laquelle quelles que soient nos fonctions, le primat est celui de la société marchande.

Pour la première fois, nous avons été jusqu'au milieu du gué. La formule n'est pas de moi d'ailleurs. Elle est de monsieur Peillon lui-même. C'est très bien. Mais le problème c'est que maintenant, nous allons devoir faire l'autre côté du gué. Comment peut-on faire une réforme fondamentale de l'éducation avec des ministres qui changent tous les deux ans ? Ce n'est pas possible.

D'ailleurs, je ne suis pas le seul à dire ça. Tout le monde le dit ! Aujourd'hui, je crois que les ministres



ne changent pas par rapport à la volonté d'un Premier ministre ou d'un Président de la République. Ils changent parce que la pression de la société est telle, qu'on les oblige à faire cela. Je trouve cela très dommage que l'on ne parvienne jamais à aller jusqu'au bout.

Mais peut-être que Benoît Hamon va parvenir à aller jusqu'à l'autre bout du qué ? Vous y croyez ?

Peut-être que nous y parviendrons. Ce qui est sûr, c'est que nous devons vraiment aller au bout de cette refondation, sinon les problèmes vont s'accumuler. Nous aurons encore et toujours des problèmes. Regardez aussi le grand avantage de ce qui a été fait ces dernières années...

Nous avons de nouveau donné la parole au premier degré. Nous avons de nouveau dit que l'école était le premier degré. Quand on parle de l'égalité des chances, ou d'une volonté de faire de l'école un fondement d'une république sociale, il me semble que cela commence par l'école, au premier degré.

Vous vous êtes très certainement aperçu que généralement, ce sont plutôt les syndicats d'enseignants qui font tomber les ministres de l'Education Nationale. D'ailleurs, je remarque que plus les syndicats sont progressistes et plus ils font tomber les ministres progressistes. C'est une constante de l'Education Nationale.

Corporatisme ?

Comprenez-vous les méfiances vis à vis de la réforme des rythmes scolaires ?

On nous explique aujourd'hui qu'on est contre les rythmes scolaires, parce que l'enfant est fatigué, etc... Mais la réalité n'est pas là. La vérité, c'est qu'il va falloir travailler une demi-journée de plus, même si le nombre d'heures ne change pas, avec la même paie. Et là, lorsque je dis que c'est du corporatisme, ils ne sont pas contents. Pour moi, il n'y a pas de syndicat, s'il n'y a pas de corporatisme. Mais à la limite, c'est une demande qu'on peut comprendre.

Mais dans ce cas, qu'on le dise très clairement, ouvertement. C'est très recevable en plus. Il y a donc de quoi être déçu. Il y a eu quelque chose d'entrepris par Vincent Peillon, qui est une vraie réforme qui nous propose de revenir à ce qu'est l'école, et nous nous retrouvons avec ces difficultés et ces résistances de la société. Et de là, face à ces difficultés et ces résistances, nous en arrivons à prendre des décisions fâcheuses.



Refonder l'école

Il n'y a donc pas que l'école à refonder, selon vous ?

C'est tout à fait ça. Nous devons refonder l'école, mais aussi les mentalités dans ce domaine là. Vous savez, la responsabilité du départ de monsieur Peillon, ce n'est pas le remaniement ministériel.

C'est l'état d'esprit d'une opinion française, de certains corps intermédiaires, qui bloquaient, qui refusaient le travail qui était voulu par le Président de la République et par monsieur Peillon. Il est évident que dans ce cas là, les gouvernements qui prennent leurs responsabilités font des choix politiques qui sont les leurs, et que je ne commente absolument pas. Mais cela n'empêche pas que nous nous trouvons face à un vrai problème de la société française face à l'école. J'en arrive même à me demander si la société française tient encore à avoir une école.

Vous pensez que Benoît Hamon peut réussir ?

Je suis convaincu que Benoît Hamon va continuer l'œuvre de monsieur Peillon. Mais le risque est que les pressions sociétales soient toujours présentes. Ces pressions me font dire que nous sommes aujourd'hui dans une société de réaction, et non pas dans une société de progrès. Notre pays, est passé intellectuellement du côté d'un mode de pensée de réactions, et non pas de progrès.

C'est le philosophe qui vous parle. Lorsqu'on regarde, historiquement, la droite et la gauche, la valeur qui était développée par tout le monde et qui était même leur argument électoral, c'était d'être progressiste. Ne parle-t-on de forces de progrès ? Pendant toute l'épopée gaulliste, on se présentait comme des forces de progrès. On a créé le CNRS, on recrée l'école, etc...

Logique comptable

Mais aujourd'hui, lorsque vous regardez la société, que l'on soit de gauche ou de droite, on va ramener les forces de progrès à ce que nos camarades des syndicats appellent une «logique comptable».

Ce n'est même plus la question de l'initiative économique, mais de savoir combien ça coûte, et même d'un repli sur soi-même. C'est ce que j'appelle «la réaction». Nous sommes dans une société qui est devenue réactionnaire, je crois qu'il faut appeler les choses par leur nom. Après, dans cette société, nous trouvons des progressistes, qu'ils s'appellent Peillon, Hamon, ou autre. Mais que peuvent-ils faire ? Ce qui m'inquiète, ce n'est pas le changement du ministre de l'Education Nationale, c'est de savoir si nous avons encore la possibilité de réussir pour l'école ?

Et que répondez-vous à cette question ?

Je ne suis pas quelqu'un d'optimiste, mais en revanche je suis buté, donc je réponds «oui». Parce qu'il faut être têtu. Vincent Peillon,

sur ce sujet-là, était à la fois têtu et ouvert. Benoît Hamon est sans doute également très têtu. Donc vous voyez bien, pour en revenir à votre première question, que je ne commente pas la décision d'avoir changé de ministre.

D'ailleurs, en vous parlant, je le représente. Donc que ce soit clair, je représenterai monsieur Hamon tout autant que j'ai pu représenter monsieur Peillon. Mais je tiens à dire très clairement que cela ne change en rien le fait que je pense qu'il y a un vrai problème sur la question de la refondation.

Dans une réunion de recteurs, il m'est arrivé de dire, en public et devant tous les recteurs, que la question n'était pas de savoir si monsieur Peillon allait réussir ou pas. Le fond du problème est de comprendre que si la refondation de l'école ne réussissait pas, cela poserait de très gros problèmes pour l'avenir.

Nous allons arriver à une sorte de conception de l'école qui ne sera qu'un service - public ou pas. Mais c'est plus que ça, l'école en France ! Nous pourrions même imaginer une société sans école, avec le numérique qui arrive derrière, et dans lequel on distribuera des connaissances sans se soucier de la structure éducative des citoyens.

C'est peut-être vers cela que nous sommes en train d'aller, et que les différents échecs nous conduisent peut-être vers une fin de l'école. A moins que des gens comme Peillon, et demain Hamon, ne réagissent.



Mag.éco N°6510

ICN Informateur Corse Nouvelle

Société d'édition : CORSICAPRESS EDITIONS SAS
Résidence Empereur - 4, rue Impératrice Eugénie
20200 Bastia - ☎ 04 95 32 92 35

www.corse-information.info

Directeur de la publication et de la rédaction :
Paul Aurelli ☎ 04 95 32 89 95

✉ journal@corse-information.info

Conseiller éditorial : Jean Bozzi

Conseiller "Vie locale" : Philippe Giammari

Conseiller "Diaspora" : Christian Gambotti

Conseiller "Cultura e lingua Corsa" : Roland Frias

● Rédaction/Annonces légales/Abonnements :

1, rue Miot (2^{ème} étage) 20200 Bastia

Rédaction ☎ 04 95 32 04 40 ☎ 04 95 32 89 95

✉ journal@corse-information.info

Annonces légales : ☎ 04 95 32 89 92

✉ al@informateurcorse.com

Abonnements : ☎ 04 95 32 89 97

✉ icn-abonnement@orange.fr

● Bureau d'Ajaccio (adresse correspondance) :

21, cours Napoléon BP 30059

20176 Ajaccio cedex 1 - ☎ 04 20 01 49 84

✉ journal@corse-information.info

● Bureau de Paris (adresse correspondance) :

✉ journal@corse-information.info

● Comité de rédaction :

Paul Aurelli, Jean Bozzi, Christian Gambotti,
Philippe Giammari, Roland Frias

Avec la collaboration de : Jeanne Bagnoli, Angèle Benedetti, Frédéric Bertocchini, Feli Filippi, Véronique Franchi, Marie Gambini, Jean-Toussaint Leca, Toussaint Lenziani, Florent Lenziani, Michel Maestracci, Julien Maestracci, Giacumu-Andria Mela, Jacques Paoli, David Raynal, Jean-Claude de Thandt et d'Antoine Asaro

● Relations extérieures/Régie de la publicité

Promotion/événements/Éditions thématiques :

Ajaccio ☎ 04 20 01 49 84 • Bastia ☎ 04 95 32 89 96

✉ jfa@corse-information.info

Impression : AZ Diffusion - ZI Pastoreccia -

Lot. Freymouth 20600 Bastia

Dépôt légal Bastia (à date de parution)

PAO : Studio ICN Bastia - Maquette avec la

collaboration d'Olivesi Graphique 20000 Ajaccio

CPPAP 0314188773 - ISSN 2114-009

Président de CORSICAPRESS EDITIONS SAS : Paul Aurelli

Président du Comité de surveillance : Pierre Pugliesi

Vice-Président : Jérôme Fabro-Aurelli

Membres : Gérard Alexandre, Jean-Noël Amadei,
Jean Bozzi, Christian Gambotti, François Ristorcelli

ICN Informateur Corse Nouvelle® est membre du SPHR/Syndicat de la Presse Hebdomadaire Régionale L'Informateur Corse® a été fondé par Louis RIONI†, Corse Nouvelle® fondée en 1948 et La Semaine Corse® fondée en 1969 sont protégés par l'antériorité et les dépôts. Toute reproduction, même partielle, est interdite sans l'autorisation expresse et écrite de l'éditeur® (Loi du 11 mars 1957).

ICN Informateur Corse Nouvelle est habilité à la publication des annonces légales et judiciaires pour les départements de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse (Arrêtés préfectoraux). Le prix pour 2014 de la ligne est fixé à 4,04 € HT (Arrêté ministériel). Les conditions de tarifications au lignage et les définitions correspondantes sont communiquées sur demande à : gestion@corsicapress-editions.fr

facebook
<https://www.facebook.com/Informateur.Corse.Nouvelle>

Bien immobilier : les alternatives à l'achat classique

Vente aux enchères ou échange de maisons, ces alternatives innovantes à la transaction immobilière classique permettent d'acquérir un logement à moindres frais. Acheter son logement est un rêve largement répandu. Ascension sociale, stabilité, transmission de patrimoine, les raisons ne manquent pas pour préférer la propriété à la location. Mais faute de moyens financiers, cet objectif ne reste souvent qu'un vœu pieux. Pour passer du désir à la réalisation, il convient alors d'examiner toutes les options, même les plus insolites...

Acheter sa maison aux enchères

Commençons par la vente aux enchères immobilière notariale mise en relief chaque année, à l'occasion d'une opération nationale. L'édition 2013, qui s'est déroulée du 24 au 28 juin, a ainsi permis de vendre une centaine de biens.

Dans ce type de transaction, les candidats à l'achat préparent le grand jour en amont, grâce aux visites des logements et à la consultation du cahier des charges qui comprend toutes les informations utiles (diagnostics, description, prix de base...). Lors de la vente, celui qui fait l'enchère la



plus forte devient immédiatement propriétaire du bien, sans aucun délai pour se rétracter. Il faut donc obtenir l'accord préalable de sa banque pour un montant de financement donné et s'y tenir au cours des enchères. La transaction est ensuite finalisée dans les 45 jours, par le paiement et la remise des clés.

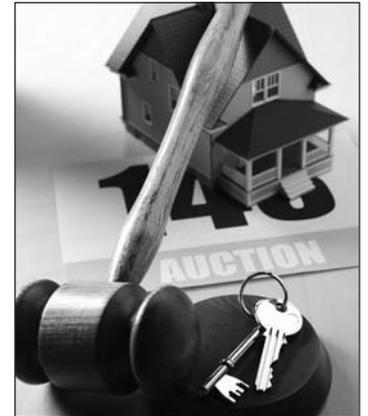
Outil très apprécié par les collectivités publiques pour se délester de biens inutilisés, cette méthode de vente permet d'acquérir des habitations standards mais aussi des logements atypiques comme d'anciennes écoles ou même des phares ! Et avec un prix de départ en général fixé 30 % en dessous de la valeur d'estimation du bien, c'est une opportunité de faire des affaires. Tout est ensuite question de demande : les enchères peuvent être faibles ou exploser en triplant ou quadruplant le prix de base. Cette pratique demeure toutefois très marginale, correspondant à peine à une fourchette de 1000 à 1200 ventes chaque année au niveau national.

Troquer son bien

Encore plus surréaliste, l'échange définitif de logement permet d'acheter un bien pour presque rien. Ce troc se déroule entre deux propriétaires mutuellement intéressés par l'habitation de l'autre. Pour finaliser la transaction, un simple contrat d'échange signé devant notaire suffit.

Maison contre villa, pavillon contre appartement, cave contre grenier... Tous types biens peuvent être soumis à cette transaction. Mais l'idéal est de réaliser un échange de constructions de valeur équivalente. Si ce n'est pas le cas, le propriétaire obtenant le bâtiment le plus cher devra verser à l'autre une compensation fi-

Pour connaître les prochaines ventes aux enchères immobilières : www.immobilier.notaires.fr.



nancière appelée la soulte. Cette technique présente des atouts évidents de rapidité, de sécurité et de coût, en raison de la simultanéité de l'opération. Les deux parties se partagent en effet les frais de notaire, de droits de mutation et d'enregistrement, allégeant considérablement la note.

À l'heure où la durée de détention moyenne d'un logement est d'un peu plus de sept ans, cette méthode d'achat/vente pourrait bien être annonciatrice d'un nouveau genre de consommateurs «qui changent de voitures, analyse Vincent Chauveau, délégué à l'Institut national de l'immobilier. Car elle répond à une mobilité de la société.» Internet a d'ailleurs senti le potentiel de ce marché et développé des plateformes nationales de rencontres entre propriétaires telles qu'Echangimmo.over-blog.com, Immo.trovit.fr ou encore le site spécialisé Echangedefinitif.com.

Jusqu'à présent anecdotique, l'échange de maison pourrait par conséquent se généraliser dans les années à venir et s'imposer peu à peu comme la réponse la plus adéquate à la mobilité professionnelle des salariés.

L'immo-interactif, un prix juste

- Principe : c'est une technique d'appel d'offres réalisée sur internet, sous contrôle d'un notaire. Les acheteurs ont 45 jours pour visiter le bien puis les offres sont déposées sur internet pendant 24h. Le vendeur choisit ensuite librement.

- Avantages : le bien est présenté à la valeur basse de son estimation et les acheteurs bénéficient d'une complète transparence des offres.

L'arnaque de la loterie immobilière

- Article L322-2 du code de la Sécurité intérieure : « Sont réputées loteries et interdites comme telles les ventes d'immeubles... effectuées par la voie du sort... »

- L'affaire Simpatico : un couple a remporté une maison à Istres, en 2012, grâce à une loterie immobilière organisée par l'agence Simpatico. Pour 40 € de tickets, le couple y vit actuellement... sans titre de propriété. La propriétaire d'origine n'a jamais été payée par l'agence et demande leur expulsion. L'arnaqueur a été mis en examen en janvier.

L'immo-interactif sort le grand jeu

Afin de mettre l'accent sur ce procédé de vente à la marge, le Conseil supérieur du notariat lance le premier «Printemps de l'immo-interactif» d'avril à juin.

Plus de 700 000 ventes immobilières dites «classiques» sont réalisées chaque année en France. Ce type de transaction comporte toutefois son lot de désagrément. Alors que la concurrence fait parfois rage pour une même habitation, les acquéreurs potentiels avancent à l'aveuglette, sans aucune connaissance du montant ou même de l'existence des autres offres proposées pour le bien convoité. Quant au vendeur, il doit bien souvent patienter plus d'un an pour pouvoir enfin signer l'acte de cession de sa propriété. Un délai à l'origine de nombreuses difficultés financières pour des ménages contraints de souscrire des prêts relais ou de remettre leur projet de déménagement à plus tard, faute de budget.

C'est pour pallier ces inconvénients que le Conseil supérieur du notariat a mis en place, dès 2009, un nouveau procédé de vente rapide et efficace dénommé «l'immo-interactif». Or, malgré un développement exceptionnel, cette transaction demeure encore largement méconnue du grand public. Près de 5 000 ventes ont été conclues par ce biais

depuis son lancement. Dans un objectif de démocratisation, les notaires de France organisent donc cette année le premier «Printemps de l'immo-interactif», qui a débuté le 1er avril et s'achèvera le 30 juin. Sur la forme, les officiers publics vont renforcer leur communication sur ce procédé auprès de leurs clients, à travers une campagne de



bannières web, voire par la diffusion de spots radio dans certaines régions. Plus important, c'est l'occasion pour de nouveaux vendeurs et acquéreurs de tester ce service grâce à la constitution d'un volume important d'offres spécifiques sur une courte période.

Toutes les cartes en main

De façon pratique, l'immo-interactif est une méthode de vente à mi-chemin entre la négociation classique et les ventes aux enchères, orchestrée et sécurisée par l'officier public.

Une fois que le vendeur a fait expertiser son bien par son notaire, il lui donne un mandat exclusif – le logement n'est donc proposé par aucun autre professionnel – d'une durée comprise entre six à huit semaines maximum. Le juriste commence par publier l'annonce immobilière sur le site www.immobilier.notaires.fr et la diffuse dans d'autres médias pour attirer un maximum d'acquéreurs potentiels. Cette communication comprend un descriptif détaillé, des photos, les documents d'urbanisme, les diagnostics obligatoires ainsi que les

dates des visites qui seront organisées par le notaire sur une période de trois à quatre semaines. Dès le départ, les acheteurs potentiels ont donc toutes les informations nécessaires pour choisir en connaissance de cause. À l'issue de leur visite, les personnes intéressées n'ont plus qu'à s'inscrire sur internet afin d'obtenir un agrément qui leur permettra de participer à la vente.

La grande originalité de l'immo-interactif consiste, en effet, à réaliser un appel d'offres en ligne. Les propositions d'achat sont effectuées à une date fixée au préalable et dans un délai de vingt-quatre heures, sur le site des notaires de France, qui fait alors office de salle des ventes. Les acquéreurs y suivent, en direct et en toute transparence, les offres émises par leurs concurrents et se positionnent comme ils l'entendent sur le prix. Toutefois, contrairement à une vente aux enchères, la proposition la plus élevée ne l'emporte pas automatiquement. Au terme du délai imparti, le propriétaire sélectionne librement l'offre qui répond le mieux à ses attentes. La signature du compromis et la conclusion de la vente suivent enfin la procédure traditionnelle.



Les atouts de l'immo-interactif

- Un délai de vente réduit : il s'écoule en moyenne quarante-cinq jours entre la signature du mandat et celle du compromis de vente.
- Une information accrue des acheteurs : avant même de visiter le logement, les candidats peuvent consulter l'ensemble des documents essentiels à leur achat. Il n'y a donc que des personnes réellement intéressées qui vont visiter le bien, ce qui représente un gain de temps pour tous.
- Un appel d'offres en direct : les acheteurs ne risquent pas de rater l'affaire par manque de réactivité.
- Un juste prix : la négociation du tarif du bien est l'une des plaies de la vente classique. Dans le cas de l'immo-interactif, la question est réglée par le jeu des offres des acquéreurs qui permettent d'atteindre un prix correspondant au marché immobilier.

Infos pratiques : www.immobilier.notaires.fr

Concours de la Meilleure Baguette de Corse



*Demi-finale
Haute-Corse*

Jeudi 17 Avril 2014

CFA // Furiani
à partir de 17h30

*Demi-finale
Corse du Sud*

Jeudi 24 Avril 2014

CFA // Ajaccio
à partir de 17h30

Finale

Samedi 25 Octobre 2014

Salon du Chocolat & des Délices de Corse
Place St Nicolas // Bastia



www.concoursmeilleurebaguettecorse.com

Retrouvez nous sur facebook



Bien choisir son terrain

Faire construire est sans aucun doute le rêve numéro un des Français. Voici nos conseils pour investir dans le terrain idéal.

Avant de vous lancer dans la recherche de votre terrain, soyez vigilant sur vos envies, étudiez votre budget au plus près et surtout, envisagez l'ensemble des formalités inhérentes à la mise en route d'un tel chantier. Nous vous livrons l'essentiel des étapes incontournables pour mener à bien votre projet.

Isolé ou en lotissement

Acquérir un terrain dans un lotissement classique reste sans doute la solution la plus simple. Le terrain est parfaitement borné et les surfaces sont garanties. Bien entendu, il est parfaitement constructible. Ce type de terrain présente également des garanties de viabilisation, dont les indispensables raccordements en eau et en électricité.

En revanche, l'acheteur reste soumis à diverses obligations, comme les normes architecturales, le respect du règlement de lotissement ainsi que l'entretien des espaces verts et de l'environnement proche de la maison.

À l'inverse, l'achat d'un terrain isolé laisse plus de marge de manœuvre mais il impose de se livrer à un véritable travail de détective, afin de passer au crible tous les paramètres administratifs. Ils sont nombreux et, si vous manquez de temps, cela peut vite devenir un réel problème.

Les formalités

Pour savoir si votre terrain est constructible, consultez le PLU (plan local d'urbanisme - ancien POS) à la mairie. Demandez un certificat d'urbanisme, indiquant

notamment les limitations au droit de propriété : servitudes publiques, existence d'un droit de préemption de la municipalité, etc. Soyez vigilant ! Il existe deux certificats d'urbanisme. Le certificat ordinaire, ou simplifié, indique les dispositions d'urbanisme attachées à la zone où se trouve le terrain, mais il ne précise pas si le terrain est constructible ou non. Pour plus de précision, demandez un certificat pré-opérationnel, décrivant le projet envisagé. C'est lui qui donne l'assurance de l'obtention du permis de construire.

La nature du sol

Le budget de la construction de votre maison dépendra de la topographie du terrain. Préférez un terrain plat et évitez les formes biscornues. Un terrain en pente rendra également plus difficile la circulation des engins de chantier. Il nécessitera des remblais, ou un pompage pour se raccorder au tout-à-l'égout, ou renforcer la pression de l'eau courante.

La constitution du sol influe sur les caractéristiques de la construction. Par exemple, un sol en argile subit d'importantes variations. Il gonfle avec l'humidité et se rétracte en cas de sécheresse. Si les fondations ne sont pas adaptées,



vous risquez de voir votre maison se fissurer gravement.

À l'inverse, un sol en roche assure une bonne stabilité au bâtiment, mais exclut la possibilité de créer un garage en sous-sol. Si vous avez une nappe d'eau souterraine, vous marquez un bon point pour votre arrosage futur ! En revanche, ce sol humide nécessitera l'installation d'un drainage.

Ouvrez l'œil aussi chez vos voisins, car s'ils possèdent des roseaux ou un saule pleureur, cela signifie qu'une source souterraine n'est pas loin. Plus rare, la présence d'anciennes galeries de mine fragilise la stabilité du terrain. La DDE vous renseignera sur tous ces points. C'est elle aussi qui sera à même de vous dire si votre terrain se trouve sur une zone inondable, ou menacée par des glissements de terrain. En fonction, il vous faudra alors penser à structurer votre maison de la façon la plus adéquate.

Enfin, le terrain peut avoir été occupé dans le passé par une activité industrielle qui a pollué le sol en hydrocarbures, huiles, plomb, radium ou autres substances chimiques pouvant représenter un danger pour la santé. La préfecture pourra vous donner de précieuses informations.

Quoi qu'il en soit, depuis le 1er juin 2006, si vous achetez une maison neuve, le promoteur a l'obligation de vous fournir avec l'avant-contrat, ou le contrat de

vente, un document d'information mentionnant si votre futur logement est situé dans une zone à risque «technologique» (près d'une usine Seveso par exemple), «naturel» (zone inondable) ou «sismique». L'état des risques devra dater de moins de six mois, à la date de la signature de l'avant-contrat.

Viabiliser le sol

À moins d'acquérir un terrain dans un lotissement, où toutes les infrastructures sont initialement prévues, vous devrez vous charger de faire raccorder votre maison aux réseaux publics. Cela concerne l'eau, le gaz, l'électricité, le téléphone et le tout-à-l'égout. Dans bien des cas, les raccordements sont prévus par la municipalité, en limite séparative de terrain.

Parfois, ces branchements entraînent des surcoûts importants. Un professionnel est alors bienvenu pour vous aider à vous y retrouver dans ces méandres administratifs et budgétaires. Vous devrez notamment supporter des coûts élevés, si la mairie désigne votre terrain comme constructible, sans avoir au préalable réalisé les travaux d'équipements. Il se peut aussi que le terrain soit enclavé, voire éloigné des voies d'accès où sont situés les réseaux. Autant de paramètres importants à prendre en compte avant de vous lancer dans un achat ferme et définitif.



Concours de la Meilleure Baguette de Corse



La 1^{ère} Edition du Concours de la Meilleure Baguette de Corse, organisée par l'Association du Salon du Chocolat & des Délices sous la présidence de Paul Pierinelli, s'ouvrira le 17 avril 2014 au Centre de Formation des Apprentis de Haute- Corse, à Furiani, et le 24 avril 2014 au Centre de Formation des Métiers d'Ajaccio. La finale régionale, à l'issue de laquelle la meilleure baguette de Corse sera désignée, se déroulera au sein du Salon du Chocolat de Bastia & des Délices de Corse, le samedi 25 octobre 2014, Place Saint- Nicolas à Bastia.

Les artisans boulangers sont attendus nombreux pour disputer ce concours, qui est ouvert à tous les boulangers de Corse ; les candidats auront jusqu'à 15h00 pour remettre trois baguettes face à un jury prestigieux, composé notamment de Vincent Tabarani, Président de l'Association A Cucina Corsa, de Sylvain Herviaux, Meilleur Ouvrier de France Boulanger et Champion d'Europe, de Joffrey Lafontaine, Champion du Monde 2013, de représentants des institutions partenaires de nos deux départements, de formateurs de la filière boulan-

gerie, ainsi que de deux internautes corses tirés au sort. Pour la première fois en Corse, nous bénéficierons de la venue du Président fondateur de l'Ordre Culinaire International, Philippe Gardette, en tant que Président du jury. Le concours, qui se déroulera sous contrôle d'huissier, garantira l'anonymat des candidats.

Enfin, et pour la 1^{ère} fois, la région Corse sera représentée au championnat de France ainsi qu'à la Coupe du monde par le gagnant de cette édition, qui sera qualifié d'office pour y participer.

Pour toute la filière artisanale des boulangers de Corse, le Concours de la Meilleure Baguette de Corse représente une occasion grandiose de valoriser leurs art et passion en transmettant au public leur amour du métier, dans le respect des traditions et de la qualité authentique artisanale ; un jury de prestige composé de grands noms de l'artisanat, une communication forte et puissante autour de l'événement, la réunion des institutions de nos deux départements de Haute- Corse et de Corse-du-Sud : tous les ingrédients sont réunis pour faire du Concours de la Meilleure Baguette de Corse un événement incontournable pour la promotion de la filière artisanale corse.

Alors n'attendez plus pour découvrir ou redécouvrir la multiplicité des saveurs artisanales du pain «Made In Corsica»...



Philippe Gardette, Président Fondateur de l'Ordre Culinaire International



Joffrey Lafontaine, Champion du Monde 2013



Vincent Tabarani, Président de A Cucina Corsa



Sylvain Herviaux, Meilleur Ouvrier de France Boulanger et Champion d'Europe

Plus d'informations au 06.09.43.91.61 ou sur le site internet : <http://www.concoursmeilleurebaguettecorse.com/>

Retrouvez également toutes les actualités du Concours de la Meilleure Baguette de Corse sur facebook :

<https://www.facebook.com/concoursdelameilleurebaguetteetraditiondecorse/>

Patrick Vernet, directeur sportif de l'A.C.Ajaccio

«Nous sommes déjà au travail pour la saison prochaine»

L'ACA prépare déjà sa prochaine saison en Ligue 2. Patrick Vernet, le directeur sportif du club acéiste, revient pour nous sur cette saison catastrophique, expliquant notamment les mauvais choix, les regrets, mais aussi les travaux à venir. Car le club continue malgré tout sa progression : indépendamment du stade qui sera livré, flamboyant neuf, l'année prochaine, le club révèle actuellement de nombreux jeunes joueurs et travaille à l'élaboration d'un projet qui lui permettrait de retrouver l'élite dans les trois ans.

Patrick Vernet, avez-vous des regrets sur cette saison ?

Oui, bien entendu. D'énormes regrets même. Lorsque l'on voit l'effectif qui a été mis à la disposition du staff en début de saison, il est évident que nous avons de très gros regrets. Je pense qu'en début de saison, nous avions sur le papier la meilleure équipe de ces trois dernières saisons. Regardez par exemple la ligne d'attaque, avec Mutu, Eduardo, Oliech, Diarra et Belghazouani. La plupart avaient fait leurs preuves la saison précédente. Là, nous espérions les aligner tous ensemble. Nous étions persuadés que nous pouvions, cette saison, nous appuyer sur une belle attaque. Au milieu de terrain, nous nous sommes bien renforcés en recrutant notamment Benoît Pedretti. Nous avions déjà de bons joueurs comme Ricardo Faty et d'autres. Je pense que nous étions assez complémentaires dans toutes les lignes. Malheureusement, la préparation a fait que cela a été très difficile pour tout le monde. Quand vous démarrez une saison comme ça, et qu'on arrive au tiers du championnat avec autant de retard, il est évident qu'ensuite c'est très difficile de revenir. La saison s'est compliquée très rapidement pour nous. C'est souvent le cas pour les formations qui ratent leur début de championnat.

L'effectif a beaucoup évolué, selon vous, entre 2011, année de la montée en Ligue 1, et aujourd'hui ?

Je trouve que l'effectif n'a pas beaucoup bougé. Nous l'avons surtout renforcé. L'année de la montée, nous avons gardé la même ossature et la même homogénéité. Olivier Pantaloni avait constitué un groupe qui avait convaincu tout le monde. Par la suite, nous savons que nous avons changé d'entraîneur plusieurs fois, et que nous avons réalisé de petites retouches au niveau de l'effectif. Mais pour en revenir à cette

année, je maintiens mes propos : nous avons la meilleure équipe de ces dernières années.

Vous l'avez dit, l'ACA n'a pas trouvé de stabilité ces dernières années au niveau du coaching. Plusieurs entraîneurs sont passés à Ajaccio (Pantaloni, Dupont, Emon, Ravanelli, Bracconi) en l'espace de deux ans seulement. Ceci explique aussi peut-être cela, non ?

Vous savez, lorsqu'un coach arrive dans un club, forcément il amène avec lui des idées nouvelles. Alors c'est sûr que changer tous les six mois n'est pas une chose facile. Obligatoirement, les effectifs s'en trouvent chamboulés. Les entraîneurs ont aussi toujours plus ou moins - et même plus que moins - la main sur le recrutement, et cela pose des problèmes supplémentaires. Certains veulent recruter des joueurs, qui ensuite, dès lors qu'ils se retrouvent sous contrat avec nous, peuvent se retrouver en difficulté avec un nouvel entraîneur qui arrive et qui a d'autres objectifs. Les schémas tactiques peuvent être différents, selon les entraîneurs, et forcément cela a un impact sur les joueurs. Ces derniers peuvent être titulaires avec un coach, et remplaçants avec un autre. Les bons profils annoncés par certains entraîneurs, ne sont pas les bons pour d'autres. Dans ce contexte, le fait de changer d'entraîneur souvent a compliqué la tâche du club.

Ce qui rend votre tâche encore plus compliquée à accomplir je suppose ?

Oui. Déjà, à la base, la tâche d'un directeur sportif est particulièrement difficile. Mon job est de devoir composer avec une enveloppe financière qui est assez restreinte. Il faut rappeler que nous sommes le vingtième budget de Ligue 1. Dans ce contexte, il est difficile pour nous de changer de joueurs tous les six mois ou toutes les années.



Nous avons pourtant vu beaucoup de joueurs arriver l'été dernier. En décembre dernier, il y avait encore plus de trente joueurs professionnels sous contrat. Comment gérer une telle situation ?

Oui. En fait, en début de saison, nous nous sommes promis de ne pas commettre les mêmes erreurs que la saison précédente. Nous ne voulions pas avoir un sureffectif, car nous en avons payé l'addition. Et puis, petit à petit, nous nous sommes retrouvés embarqués sur un bateau où tous les deux jours arrivait un nouveau prodige pour améliorer le quotidien du coach. Effectivement, nous sommes arrivés à 31 ou 32 joueurs professionnels sous contrat. Cette situation est ingérable, notamment au niveau du vestiaire. Quand vous avez 20 ou 22 joueurs, vous arrivez toujours à les gérer. Mais lorsque vous en avez 30 ou 32, là ça devient compliqué, car des groupes se forment. Certains sont exclus du groupe, notamment lorsque nous partons en déplacement. Forcément, lorsque l'effectif est coupé en deux, cela crée des ambiances qui deviennent très compliquées à gérer.

Fabrizio Ravanelli a été remercié en novembre dernier. Est-ce que selon vous, vous auriez dû vous en séparer un petit peu plus tôt ?

C'est la question que nous nous sommes posés, notamment lorsque nous nous sommes rendus compte que nous avions réalisé une erreur de casting en le recrutant. Jamais nous n'aurions imaginé que la préparation physique prenne autant le pas sur la préparation tactique de l'équipe. Lorsque nous nous sommes aperçus de cela, malheureusement, la saison était déjà lan-

cée. Lorsqu'au bout d'un mois vous vous apercevez de cela, il est difficile de se déjuger. Nous avons essayé de faire comprendre au coach que le physique c'est important, mais la tactique aussi. Tactiquement, il est vraiment nécessaire d'être au point, surtout dans un championnat aussi compliqué que la Ligue 1. Mais quand vous avez en face de vous quelqu'un qui ne veut rien entendre et qui continue de se faire hara-kiri, à un moment donné, nous avons été obligés d'arrêter l'hémorragie.

C'est-à-dire que Fabrizio Ravanelli et Giampiero Ventrone n'ont rien voulu entendre ?

Ce n'était pas un mur que nous avions en face de nous, mais une véritable montagne. Quand vous vous adressez à un staff qui a gagné de nombreux titres en Italie, jusqu'à la coupe du monde, et que vous vous appelez Patrick Vernet, c'est compliqué. J'ai essayé de leur faire comprendre que nous avons eu de très bons coaches à Ajaccio ces dernières années, comme Rolland Courbis, Rudi Kroll, Gernot Rohr, etc... Je faisais référence à ces gens là, mais en même temps, je reste et resterai Patrick Vernet, qui n'a jamais rien gagné. Vous voyez ce que je veux dire ? Ce que j'espère c'est que Giampiero Ventrone continuera, retrouvera un club, et nous prouvera que nous avions torts. En ce qui concerne Fabrizio Ravanelli, avec tous les titres qu'il a gagné comme joueur, et essentiellement comme joueur, j'espère qu'il en fera autant comme entraîneur.

Il a donc été remercié et vous l'avez remplacé par Christian Bracconi. Pensez-vous, là-aussi que vous avez réalisé le bon choix ?

Vous savez, nous nous sommes retrouvés dans une situation compliquée où nous n'avions plus de marge de manœuvre. Nous avons pensé qu'il était temps d'inscrire l'ACA dans une certaine stabilité. Après avoir sollicité tant d'entraîneurs en si peu de temps, je peux vous dire qu'il est compliqué de faire venir un coach. Les gars se disent que si c'est pour six mois, ça ne les intéresse pas. Et puis surtout, il fallait vraiment que nous œuvrions pour inscrire le club dans la stabilité. Nous avons donc pensé à Christian Bracconi. Tout d'abord pour quelques mois, puis jusqu'à la fin de la saison. Voire plus. Maintenant, il faut reconnaître que Christian Bracconi est un jeune entraîneur. Même lorsque vous travaillez au centre de formation et que vous connaissez tous les rouages, et que vous passez dans le monde professionnel, c'est tout à fait autre chose. Mais je trouve que dans l'ensemble, Christian s'en sort à peu près bien. Il est écouté au sein du groupe. Et puis il ne faut pas oublier qu'il a récupéré un effectif qui était bien entamé physiquement. Nous ne pensions pas que les dégâts étaient aussi importants que cela. Dans ce contexte, je trouve que Christian Bracconi ne s'en tire pas trop mal.

A propos du départ d'Alex Dupont, les supporters n'avaient pas trop compris les raisons de son départ. A ce moment là, l'ACA était bien placé au milieu de tableau de L1 pourtant...

C'est très simple. Le vestiaire n'était plus vraiment à l'écoute de son entraîneur. Je me souviens qu'un jour, Alex Dupont avait demandé à ses hommes de jouer haut. Puis, sur le terrain, pendant toute la première mi-temps, les joueurs restaient au contraire dans leur moitié de terrain et allaient de façon délibérée à l'encontre des consignes du coach. Nous nous sommes dits que le coach n'était plus écouté par son groupe. Nous avons eu des retours du vestiaire assez édifiants. Les joueurs nous disaient que c'étaient eux qui faisaient la tactique. Nous nous sommes donc retrouvés dans une situation difficile car c'était le coach qui avait réalisé le meilleur début de saison depuis que je suis à l'ACA. Alex a fait ce qu'il fallait. Ce n'était pas évident pour lui. Il ne faut pas oublier que lorsqu'il arrive chez nous en juillet, nous avions une pénalité de deux points. Nous avons débuté la saison avec deux points de retard sur tout le monde. Nous n'avons rien à lui reprocher, mais la rébellion du vestiaire a fait que nous avons été obligés de nous en séparer.

Nous voyons à présent de nombreux jeunes joueurs issus du centre de formation s'illustrer en Ligue 1. On dira que c'est la satisfaction de cette saison ?

Oui, en effet. Il y a des jeunes qui travaillent avec Christian depuis trois



ans. D'ailleurs, Christian nous en avait déjà parlé l'été dernier. Il désirait que quelques jeunes soient inclus dans le groupe professionnel, et c'est ce qui a été réalisé. Cela a commencé par Gonçalves et Camara qui ont intégré le groupe en début de saison. Ensuite, d'autres jeunes ont profité de certains départs et des blessures de quelques professionnels, comme Orengo, Leca, Remiti, Nadeau. Maintenant, il ne faut pas s'enflammer. Il faut que tout le monde reste les pieds sur terre. Il y a encore des étapes à passer. Ce n'est pas en un ou deux matchs qu'on peut penser inclure un jeune dans un groupe, en tant que titulaire.

Pourquoi avoir laissé partir Andy Delort ? Il flambe cette saison avec Tours en Ligue 2.

Andy Delort est arrivé chez nous à l'époque de Stéphane Saillant. Il avait 16 ou 17 ans. La première année, il avait été bon. La deuxième année, il avait été obligé de partir à Nîmes pour un problème familial. Puis il est revenu, et là, de nouveau, il a été bon, puisqu'il a fait un démarrage en fanfare avec Olivier Pantaloni. Là, il s'est fondu dans le groupe avec Richard Socrier et Jeff Rivière en attaque. Content de lui, nous lui avons fait signer un contrat professionnel très jeune. Cela lui a peut-être joué des tours. A partir de ce moment là, il a lâché prise. Il n'a plus travaillé, il a pris du poids. Nous l'avons donc prêté à Metz, en National, avant de le récupérer. Il se trouvait en concurrence avec Mutu et Eduardo en ce début de saison. Andy s'est aperçu que Fabrizio Ravanelli ne comptait pas trop sur lui. Il est donc venu nous voir pour nous demander si on acceptait de le libérer. Tours s'est positionné avec Olivier Pantaloni. Plutôt qu'il reste chez nous pour jouer en CFA, nous l'avons donc libéré, en prenant quelques dispositions quand même puisque l'ACA touchera un pourcentage de sa revente.

L'ACA toucherait un pourcentage sur sa revente, c'est-à-dire ?

Oui, tout à fait. Absolument. Nous avons un bon pourcentage sur la revente de joueurs. Nous suivons ce dossier de très près, puisque ce pourcentage est quand même assez important. D'ailleurs, ce dossier est assez chaud, car Andy est très sollicité.

Justement, que va-t-il se passer la saison prochaine en Ligue 2 ? Va-t-il y avoir de nombreux départs ?

Nous avons des joueurs, dans notre effectif, qui sont demandés. Nous avons par exemple Paul Lasne, qui est sous contrat avec nous, qui est suivi par de nombreux clubs, comme Rennes, Evian, Montpellier, et même l'Olympique de Marseille. C'est le joueur qui est le plus sollicité. Ensuite, nous avons d'autres joueurs comme Zubar et Faty. Mais le premier est blessé, et le second l'a été longuement. Nous avons donc beaucoup de joueurs qui sont sollicités par d'autres clubs de Ligue 1. En ce qui concerne le recrutement de la saison prochaine, nous avons bien avancé. Je pense que nous aurons l'occasion de faire confiance à trois ou quatre joueurs issus de notre centre de formation. Mais nous allons recruter des cadres, et nos jeunes seront entourés par ces derniers. Mais nos jeunes seront aussi encadrés par des joueurs d'expérience, qui sont déjà chez nous, et qui vont rester. Nous avons des joueurs sous contrat et tous ne trouveront pas de clubs en Ligue 1. Bien entendu, ces joueurs là resteront à l'ACA. Je pense à Mostefa, Zubar... Ils seront peut-être encore Ajacciens la saison prochaine. Actuellement, nous travaillons sur le recrutement, mais avec un petit bémol, parce qu'il y a des joueurs qui sont de valeur, aussi bien morale que physique et technique. Alors pourquoi ne pas les garder ?

■ AF

O Municipales !

Vagabondage !

Ça y est : Les Municipales sont passées. Bonheurs, larmes de joie ou d'amertume : Alliances, mésalliances, couples sans alliances... Et, comme on dit chez nous : Tira avanti e tocca... Sans oublier la fameuse phrase de Natale Rocchiccioli «Avenu guadantu dicenu i trentottu a noi altri settante !» Abstention record «in francia» cuntinentale, ie ma noi a l'avemu ficcata ! Qui si vota... Et le civisme qu'est-ce que tu en fais, dis ?

Et comment ne pas se souvenir de cette conversation entre deux «pinzutti», l'un connaissant la Corse, l'autre devant y venir pour la première fois.

Le premier : écoute moi les Corses sont généreux ; tu es en panne de voiture ils s'arrêtent, tu veux aller quelque part ils t'y conduisent, ils te paient à boire voire à manger...

Le second : Mais alors qu'est-ce qu'ils ne donneront jamais ?

Mais la Mairie, mon ami !

Et dans ce petit village de Balagne tu entendas cet hymne : «E ni bercaranu i tetti i frisgi e li frigetti» tandis que fusils et autres armes seront en vedette souvent au risque de voir le tireur se blesser.

Et ces réflexions m'ont amené à lire et relire quelques pensées souvent anathèmes, de plumes célèbres ou supposées telles.

Louis Lazarus affirme : « En démocratie la politique est l'art de faire croire au peuple qu'il gouverne »

Et Robert de Montesquieu de dire : «Juste erreur, la politique la moins relative n'est-elle pas celle des gens qui prennent la Bosnie et l'Herzégovine pour deux danseuses»

Pour André Soares : «En politique, la sagesse est de ne point répondre aux questions. L'art est de ne pas les laisser poser»

Honoré de Balzac parle, lui, des politiciens. Voici ce qu'il en pense : «Tous ces prétendus hommes politiques sont les pions, les cavaliers, les tours ou les fous d'une partie d'échecs qui se qui se jouera tant qu'un hasard ne renversera pas le damier»

Charles Peguy affirmait : «Les politiques eux-mêmes pensent, comme nous, de la politique. Ils sont les premiers à l'estimer pour ce qu'elle vaut, c'est-à-dire à la mépriser»

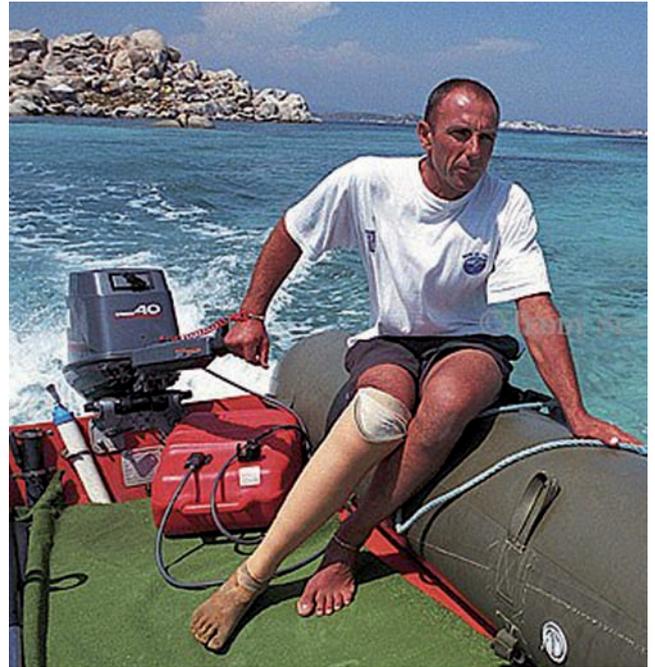
Et Sennep : «L'ennui avec les hommes politiques c'est qu'on croit faire leur caricature, alors qu'on fait leur portrait»

Pour parler de la campagne, le Comte de Belvès s'écrie : «A la campagne et dans les petites villes faire de la politique ce n'est souvent que haïr son voisin»

■ Toussaint Lenziani

Une expédition corse au Groenland, pour un exploit sportif et des enfants malades

Tout le monde en Corse connaît Thierry Corbalan, le «dauphin corse», Pascal Olmeta, ancien gardien de but professionnel, Alain Bernard, champion olympique de natation, et Franck Bruno, aventurier unijambiste bonifacien. Tous les quatre travaillent actuellement, dans les eaux fraîches du golfe d'Ajaccio, en vue d'une expédition exceptionnelle. Ces derniers viennent en effet de relever le défi suivant : traverser à la nage le golfe de Ilulissat, au Groenland occidental. Si la distance ne pose aucun problème, et ce n'importe où ailleurs sur la planète, ce sont surtout les conditions qui font la difficulté de cette épreuve. Avec une eau négative et une température avoisinant les -20° , nos petits Corses vont se mettre à l'eau pour une bonne cause. Franck Bruno nous parle de son parcours, de ses expéditions passées et futures, dans les endroits les plus improbables du monde, ainsi que de la préparation de cette nouvelle expédition incroyable.



Franck Bruno, pouvez-vous nous parler des expéditions qui vous ont le plus marqué jusqu'à ce jour ?

Toutes ! La traversée à la rame avec Dumè Benassi, c'était vraiment quelque chose d'extraordinaire. Une vraie histoire d'hommes ! Je rappelle que Dumè a été plusieurs fois champion du monde de triathlon. Nous sommes partis de La Gomera pour rejoindre les Antilles. Nous avons ramé pendant cinquante-quatre jours. De plus, c'était une course de valides.

Je peux vous dire que là, nous sommes partis avec beaucoup d'humilité. Beaucoup de journalistes se demandaient ce que des personnes handicapées allaient faire dans une course de valides. C'est dans cette expérience, en mer, que j'ai compris que Dumè n'est pas un frère, ni un ami... C'est l'homme de ma vie. Nous avons une vraie fusion corporelle et une fusion mentale. Lorsque nous sommes ensemble, nous n'avons même pas besoin de nous regarder. C'était une aventure extrêmement dure, extraordinaire, et couronnée de succès, puisque nous avons terminé troisième. Nous avons mis un mois d'avance aux commandos irlandais.

Ils sont arrivés trente jours après nous. Ensuite, je garde en mémoire la montée au Pôle Nord avec les Russes, ou encore la traversée du Groenland d'est en ouest. Là, c'était une expérience assez mystique. Je me souviens avoir fait une très grosse erreur pour cette expédition, puisque je suis parti avec une prothèse neuve. C'est comme si vous

partez faire le GR20 avec des chaussures neuves.

Au bout de quelques jours, le moignon de mon genou a doublé de volume. J'ai dû m'injecter de la morphine tellement j'avais mal.

Vous n'avez pas appelé du secours ?

Non... Non. Je suis un pur et dur comme disent certains. Je n'avais prévu aucune logistique pour qu'on puisse venir me récupérer. Je n'avais qu'une seule solution : prendre de la morphine, et continuer. A partir de ce moment là, j'ai commencé à donner un nom à la souffrance, et à discuter avec elle. Elle m'a bien fait comprendre que c'était elle la plus forte. Mais en même temps, je réalisais que je me trouvais dans un endroit magique.

Il faisait -52° . Je peux vous dire que ça commence à faire très froid. Mais finalement, j'en garde un merveilleux souvenir. Cela a été une traversée incroyable. Lorsque je suis arrivé de l'autre côté, c'était magique.

Sinon, j'ai été très marqué également par le Yukon. Le Yukon est un fleuve qui part au milieu du Canada. Ce dernier serpente au-delà du cercle polaire avant de se jeter dans la mer de Béring. J'ai traversé la totalité de l'Alaska en solitaire. Je peux vous dire que ce fut dur. J'ai dormi avec des milliards de moustiques autour de moi, des ours noirs, des ours bruns.

Les conditions étaient difficiles d'autant que j'étais seul. C'était de la solitude à l'état pur. Sur 3000 kilomètres j'ai eu l'impression de faire un

voyage intérieur. Sinon j'ai aussi fait le Kilimandjaro, l'Argentine, l'Antarctique, etc... Puis la dernière expédition, que j'ai nommé Arti-Corsica, dans laquelle j'ai voulu relier les deux régions de mon cœur, à savoir les régions arctiques et la Corse. Dans cette dernière, je suis parti de la frontière russe, en kayak, sur l'océan arctique, afin de rejoindre la Corse essentiellement par des moyens naturels. Je suis donc parti de la Russie, pour rejoindre la Norvège en kayak. En Norvège, j'ai ensuite traversé toute la Laponie en vélo. Puis j'ai repris mon kayak, et j'ai ramé pendant 1300 kilomètres jusqu'à Stockholm. Cela m'a pris quarante-sept jours. Ensuite, je suis remonté sur mon vélo pour pédaler jusqu'à Piombino. Il y a pratiquement 4000 bornes. Puis j'ai repris le kayak pour arriver en Corse.

Cette expérience était extraordinaire et m'a contraint à 116 jours de solitude. Mais j'ai tout de même éprouvé une vraie notion de partage. En effet, pour réaliser ce parcours, j'ai dû m'appuyer sur une équipe logistique. A un moment ou un autre, on devait me remettre mon kayak ou mon vélo. Cette équipe était composée essentiellement d'amputés. En fait, ce qui a été difficile pour moi, a été de traverser des zones urbaines. Moi qui suis un vrai solitaire et un vrai sauvage, ça m'a ennuyé. C'est d'ailleurs dans les villes que j'ai eu le plus de problèmes. Je me souviens qu'en Allemagne, je me suis fait pister par des skins Head assez agressifs. Ils voulaient s'en prendre à un handicapé. Mais ils ne savaient pas

que je suis un ancien militaire et que je pratique des sports de combat. J'ai dû mettre à pratique ces choses là pour me tirer de ce guépier.

Mais ça m'a déchiré le cœur, car cette agression m'a fait comprendre une chose : je n'ai jamais eu le moindre souci avec les bestioles. Jamais au cours de mes nombreuses expéditions ! J'ai toujours géré les éléments, comme les tempêtes. Mais avec les hommes... C'est plus compliqué.

Vous avez un nouvel bouquin en prévision ?

Oui. En octobre sortira en librairie mon troisième ouvrage qui s'appelle «Carnet de voyages d'un homme libre». Je parle notamment d'une expérience que tout le monde peut faire, au moins une fois dans sa vie. C'est très facile. Vous choisissez un endroit sur la planète où il n'y a personne. Vous prenez un tipi, vous vous y installez à l'intérieur et vous passez trois ou quatre mois tout seul, sans parler avec qui que ce soit, sans aucun réseau, sans rien.

Qu'avez-vous fait pendant ces trois ou quatre mois ?

J'ai écrit, j'ai pensé, j'ai cogité, j'ai hurlé, j'ai prié, j'ai pleuré, j'ai rigolé. Mais j'ai surtout beaucoup écrit. Et ce sera mon prochain ouvrage. C'est de la méditation, et c'est très spirituel.

J'ai voulu me mettre dans une position de stand-by complet. Je m'étais rendu compte au cours de mes expéditions, que lorsque j'étais bloqué dans ma tente en raison du mauvais

temps, je devenais hystérique. Je pensais aux jours de retard, et ça me mettait dans une rage folle. Là, j'ai pris des mois de retard sur ma vie, mais en réalité, j'en ai gagné beaucoup. Pour cette expérience, j'ai amené plein de bouquins.

Bon, je ne suis pas un intellectuel. Je n'ai même pas le BEPC ! Je ne vais pas à l'église. Je ne suis ni pro-musulman, ni pro-chrétien, ni pro-bouddhiste, ni quoi que ce soit... Par contre, pour moi, Dieu, c'est la nature. Le peuple Natif d'Amérique du Nord pense un peu comme ça. Les Natifs, quand ils coupent un arbre, ils lui demandent pardon. Et pourtant, ces gens là sont des durs. Si vous voyez où et comment ils vivent, je peux vous dire que ce sont des guerriers ! J'ai mis en pratique un petit peoutout ça, et c'était très intéressant.

Le 20 avril, vous partez pour encadrer une expédition avec Pascal Olmeta, Thierry Corbalan et Alain Bernard, au Groenland. De quoi s'agit-il exactement ?

Nous quittons la Corse, pour rejoindre le Groenland, la plus grande île du monde. Voici quelques temps de cela, Pascal Olmeta, qui est à la tête de l'association «Un espoir, un sourire pour la vie», m'appelle et me sollicite, car il sait que je connais beaucoup de monde dans le grand froid. Je connais notamment des guides polaires.



Pascal Olmeta

Et là, Pascal m'explique son désir d'emmener des jeunes cancéreux au Groenland. Dans ce projet, sont venus se greffer Alain Bernard, le nageur français médaillé olympique et bien connu, ainsi que Thierry Corbalan que l'on ne présente plus. Nous partons donc au Groenland pour réaliser un défi sportif pas évident du tout, qui consiste à traverser un golfe.

Quel sera votre rôle dans cette expédition ?

J'encadrerai les sportifs et je veillerai à leur sécurité. Dans un premier temps, j'avoue que je n'étais pas vraiment intéressé par cette tâche. Mais Pascal a su se montrer persuasif. Il m'a parlé des enfants cancéreux... Il me connaît bien. Je ne pouvais pas refuser.

Je pars donc le 20 avril, trois jours avant les autres. Nous allons aller à Ilulissat, qui se trouve à 600 kilomètres au nord du cercle polaire. Nous serons en plein printemps à cette

époque là. Mais les températures varieront entre -15 et -30° environ.

Mais comment peut-on être sûr qu'ils pourront faire la traversée ?

En effet, ce n'est pas eux qui décideront quand ils pourront nager. C'est la météo qui nous donnera le top départ. Il faut aussi que la mer soit libre, donc que les glaces soient fondues. Notre objectif est que Thierry Corbalan, qui est amputé dans deux bras, et qu'Alain Bernard, réalisent cette traversée. Pour réaliser cet exploit à la fois mental et sportif, dans des conditions extrêmes, il y a un cahier des charges.



Thierry Corbalan

Pour l'instant, Alain et Thierry doivent nager le plus souvent en eau froide sans combinaison. Thierry le fait très bien. Nous n'avons pas de soucis avec lui. Actuellement, il tient une heure trente, en mer, en maillot de bain. Il tient également trente minutes dans une eau à 4° dans une rivière de haute-montagne.

Et Alain Bernard ?

Et bien... Alain Bernard, champion olympique, pour l'instant, il a du mal à prendre une douche froide le matin. Ce qui me fait plaisir dans cette préparation, c'est de voir que la force de l'homme, c'est l'adaptation. Thierry a été amputé des deux bras, voici plus de vingt ans, après avoir pris une décharge électrique. Il a su s'adapter pour vivre. Et de quelle manière ! Quand je lui ai expliqué comment il devra s'adapter à la situation, il a tout compris très rapidement. En deux conversations téléphoniques, je le sentais déjà prêt.

Je n'ai pas ce sentiment avec Alain Bernard. A chaque fois que nous discutons tous les deux, je le sens moins prêt. J'essaie de lui expliquer qu'il doit s'entraîner tous les jours pour nager dans des conditions aussi extrêmes. Nous avons fait un essai dans le golfe d'Ajaccio. Les conditions sont quand même plus agréables. Actuellement, la température extérieure est de 18°. Il fait 14° dans l'eau. On sera sur une belle plage, à coté d'une pailote. Mais lorsqu'on se retrouvera à Ilulissat, je peux vous dire que ce sera une tout autre histoire. Il s'agit d'un endroit de glace. L'hiver, il y a deux mois de nuit non stop. Et l'été, vice versa, avec deux mois de jour. Il faut aussi bien comprendre qu'on va entrer en contact avec les Inuits.

Justement, comment les Inuits voient-ils la chose ? Ils comprennent-ils pourquoi des blancs vont là-bas pour traverser le golfe à la nage ?

Non, pas du tout. Ils nous prennent pour des fous ! Ils n'arrivent pas à concevoir que des blancs viennent chez eux pour risquer leur vie comme nous le faisons. C'est la raison pour laquelle je pars quelques jours avant la délégation, pour essayer de mieux cerner où nous allons mettre les pieds. Nous réalisons déjà des briefings, ici en Corse. J'agis alors comme une sorte de coach sportif, ou coach mental. Je leur explique notamment que cette expédition, pour moi, n'a pas de sens. C'est à eux, et à eux seuls de donner un sens à ce qu'ils font. Il faut qu'ils s'investissent à fond pour qu'ils donnent un sens profond à cette expédition.

Vous savez, lorsque j'arrivais en Alaska avec mon kayak, et que je croisais des peuples qui n'avaient jamais vu de blancs, ni même de mecs barbus, j'étais vraiment dans un autre monde. Ils ne savaient même pas où se trouvait le Canada. Je leur montrais une carte, et à chaque fois on me répondait la même chose : «mais pourquoi tu fais ça ? Ça ne sert à rien !». C'est donc à nous à nous adapter à ces gens là. Je pense que nous allons vivre une histoire assez extraordinaire.



Alain Bernard

L'eau sera-t-elle négative ?

Oui, bien sûr. Elle sera certainement autour de -1,5 ou -2° environ. Mais il faut surtout prendre en compte qu'il s'agit d'eau salée. Cette dernière gèle moins vite que de l'eau douce. Donc nous pourrions nager dans cette eau négative. Par contre, à l'extérieur, il fera entre -15 et -20°.

A vous écouter, à propos d'Alain Bernard, nous nous demandons si le champion olympique Alain Bernard est prêt à vivre ce genre de choses...

Je n'en sais rien (il éclate de rire). Là, il va se trouver confronté à une situation qu'il ne connaît pas. Les objectifs sont très différents. Lorsqu'il se mettait dans un bassin, c'était pour aller battre un record ou gagner une médaille. Ses gestes étaient parfaits. Il n'y avait pas de gestes parasites, ni même d'idées parasites.

Là, il n'y aura aucun record en jeu. Il n'y aura rien à gagner. Il s'agira juste de traverser un golfe. Les choses sont donc très différentes. Je peux m'en rendre compte à la teneur des

mails qu'il m'envoie... Je sens que la pression monte et qu'il réalise ce qui va se passer pour lui.

Ce serait un sacré clin d'œil que Thierry y arrive, et que lui, qui est un immense champion de natation, n'y arrive pas. En tant que plongeur de sécurité, je vais tout faire pour que les deux y arrivent et si possible, en même temps. Ce serait magique. Mais si je n'ai aucun doute sur Thierry, qui pourtant n'a plus de bras, j'avoue que j'ai plus de doutes sur Alain...

Et Pascal Olmeta dans tout ça ?

Halala... Pascal a décidé d'emmener une combinaison. Pascal Olmeta, le gardien de but, veut se mettre à l'eau ! Là, je crois qu'on va rigoler. Il m'a dit, voici quelques jours, «j'emmène une combinaison, qu'est-ce que tu en penses ?». Je lui ai répondu très franchement, en lui disant qu'il fallait commencer par faire des exercices de sauvetage dans le golfe d'Ajaccio. Disons, qu'il vaut mieux commencer par là.

On remarque quand même qu'ils se jettent à l'eau, mais pas seuls. Vous serez là pour les coacher, veiller à leur sécurité, voire même les aider mentalement et psychologiquement.

Oui, c'est un peu ça. Depuis quelques années, pour mettre un peu de beurre dans les épinards, je fais du coaching avec des sportifs de haut niveau. Je me suis notamment occupé d'une équipe professionnelle de hockey sur glace. Ils jouaient le maintien dans leur poule en Suisse, et au final, ils ont terminé vice-champions. Je m'occupe également de grands champions français, notamment dans le milieu de l'athlétisme. Ils préfèrent garder l'anonymat, et je respecte leur choix.

Récemment, j'étais à Lausanne, où j'ai coaché quarante banquiers. Comme vous le savez, il y a actuellement une grande crise économique en Europe, et une réunion s'est tenue voici quelques semaines avec les plus grands entrepreneurs banquiers du continent. J'ai fait une heure et demie de coaching avec ces gars là. Je n'ai même pas le BEPC, j'ai une vie de patachon, je vis sur un bateau de 6 m 2, sans eau, sans électricité, ainsi que dans un tipi en montagne, et on fait appel à un mec comme moi pour sauver le monde de la finance.

En réalité, il y a une transmission d'énergie, et surtout je sais m'adapter. Il m'arrive d'être à la table du prince Albert de Monaco, ou bien dans des conditions extrêmes et dans des endroits oubliés du monde, voire même dans des prisons pour faire des conférences auprès de prisonniers. Pour moi, notre âme est universelle, et nous sommes tous identiques. La seule chose que nous devons faire, c'est nous adapter.

La précarité : Ce «fléau» qui s'est invité dans la campagne municipale ajaccienne

■ Marie Gambini

Lors des dernières élections municipales, une question majeure s'est invitée dans le débat : la question de la précarité grâce à l'acharnement de la Coordination Inter associative de Lutte contre l'Exclusion. Six des associations constituant la CLE ont ainsi soumis à tous les candidats, un questionnaire, en forme de lettre ouverte, concernant la pauvreté à Ajaccio. L'ensemble des listes présentes aux municipales a joué le jeu et a répondu à un certain nombre de questions visant à combattre ce fléau en choisissant non pas «le saupoudrage d'aides» mais des solutions structurelles. Aujourd'hui, il est clair que la nouvelle équipe municipale ne pourra pas laisser de côté cette problématique.



Des questions précises pour réaliser un diagnostic et trouver des solutions appropriées

Ce n'est pas une nouveauté, on le rappelle encore, la Corse est durement frappée et la situation ne va pas en s'améliorant. Le Docteur PERNIN, Président de la CLE, n'a donc cessé d'alerter lors de ces dernières élections, l'opinion publique et surtout les politiques. Convaincu, en effet que la solution n'est plus désormais dans les mains des associatifs mais surtout des décideurs politiques. Car la situation est grave : plus de 60.000 personnes survivent en Corse sous le seuil de pauvreté. Les associations dont est composée la CLE, Croix-Rouge, Fraternité du Partage, Secours populaire, Secours Catholique, Avà Basta, Restos du Cœur, Médecins du Monde, ne peuvent plus de nos jours faire face, victimes des coupes sombres dans les budgets, en manque constant de bénévoles.

Si le politique ne s'empare pas de cette problématique, on peut parler qu'une explosion de la violence est à prévoir. Ainsi, afin d'accélérer cette prise de conscience des politiques et surtout de les engager dans un premier travail de réflexion, la CLE leur a proposé un questionnaire précis pour les faire plancher sur le renouvellement d'une approche structurelle du traitement de la pauvreté qui ne cesse de progresser, preuve que les méthodes actuelles ne sont plus suffisantes. Il

ya donc la nécessité d'une mise en place de véritables politiques municipales, départementale et régionales, visibles contre la pauvreté.

Les candidats, lors des dernières échéances ont donc joué le jeu et répondu tous de façon précise à un questionnaire qui aura eu ainsi le mérite de souligner l'importance de la précarité dans notre ville et d'assurer (on l'espère) la présence constructive de la CLE auprès de la nouvelle équipe municipale après ce scrutin.

Et dans les mois à venir, quelles suites ?

Si ce questionnaire a fortement impliqué les politiques ajacciens, on peut légitimement se demander si déjà des premiers dispositifs de lutte vont se mettre en place.

Dans cette optique, l'application de la charte régionale de lutte contre la précarité, qui a été adoptée fin janvier 2014 par l'Assemblée de Corse dans le cadre du Plan d'Aménagement et de Développement Durable de la Corse (PADDUC) permettra certainement d'organiser au mieux une lutte efficace et productive. Car

nous sommes, aujourd'hui, loin du temps où l'on n'admettait pas qu'une telle pauvreté puisse exister en Corse. Loin du temps aussi où la famille était un rempart... la CLE a donc eu le mérite d'ouvrir les yeux aux citoyens et politiques.

En espérant qu'Ajaccio soit, dans les mois qui viennent comme l'a souhaité la CLE, à l'avant-garde d'une politique exemplaire qui devrait ensuite être répercutée sur l'ensemble du territoire. ■



«Aiotu» : U documentariu pà spalacà l'ochji

U documentariu di Gisèle CASABIANCA ci mostra a faccia piatta di a miseria. Stu filmu hè una chjama à l'aiutu, ma dinò a tistimunianza d'una Corsica chì soffre. Stu documentariu ci face vede u sviluppu punghjenti di a precarietà. Incù «Aiotu» a bastiaccia Gisèle CASABIANCA hà missu à u chjaru stu flagellu di millaghja è millaghja di parsoni ind'è l'isula. Stu filmu ci mostra a distruzzioni di ciò ch'era, par u più, a Corsica, vale à dì i sulidarità famigliali. Omìni è donni campanu à u cutidianu l'incertezza, nuvelli disgraziati cumpagnoli stallatici in sti lochi pà sopravvivere. A famiglia ùn hè più una difesa. I zitelli nascenu puvari ind'è sti famiglii scuppiati. Nascenu incù a miseria par essaci tutt'una vita. «Aiotu» tira un gridu par i citatini è u puliticu pà canalizzà, s'ellu hè sempri attempu, una situazione espulsiiva.

Docteur Pernin

Président de la CLE

Pourquoi ce questionnaire ? C'était une nécessité d'inscrire cette problématique dans la campagne municipale ?

C'est en effet un acte remarquable de démocratie car des associations qui ne sont pas au même niveau que des politiques, pas tout à fait dans les mêmes territoires et qui n'ont pas les mêmes responsabilités, ont pu interpeller les politiques.

Ces derniers ont accepté de répondre aux questions et ont respecté les délais en travaillant tous avec l'amplitude qu'ils avaient dans leur Parti pour donner des réponses plus que cohérentes. Ainsi, on peut dire qu'on a jeté un pavé dans la mare et qu'ils aient répondu à ces questions prouve qu'on avait raison.

La CLE n'a émis aucun jugement de valeur sur ces questionnaires pourquois ?

Toutes les associations sont apolitiques. Nous ne prenons pas parti. Et puis toutes les questions posées ne sont pas d'ordre politique ou politicien mais lancent des pistes pour les grands débats de société comme la pauvreté qui semblait manquer dans les projets électoraux. Il était en effet important d'interroger les élus sur ce fléau qui grandit en Corse. 20 % de personnes pauvres à Ajaccio, 20 % de familles monoparentales, un chômage qui augmente...

Pendant ce temps-là, dans les projets municipaux on entendait parler de parkings, c'est normal, de voirie, de culture et la pauvreté n'était évoquée que par le biais du logement qui est certes un aspect très important mais n'englobe pas le problème dans sa globalité.

Ces questions ont donc mis la pauvreté au milieu de la table et je crois qu'à la fin de la campagne le problème social est monté d'un cran dans les soucis de chacun.

Aujourd'hui en Corse, par quoi se caractérise la pauvreté ?

C'est un phénomène durable, il est présent depuis 30 ans. Il s'est introduit dans notre société. Ce problème n'est pas dû au hasard si l'on tient compte des courbes et des camemberts Excel. Des mécanismes existent et quand on touche aux mécanismes et qu'on les identifie, on est dans la politique

Les tacherons de la misère

Quel est le rôle des associations aujourd'hui face à ce «fléau» devenu systémique ?

On peut dire qu'aujourd'hui nous sommes devenus des tacherons de la misère, des tacherons du caritatif. Car quand on est face à une femme à qui on donne une boîte de haricots verts, une couverture, une consultation médicale et que cette femme dit : «moi ce dont j'ai besoin, c'est de travail, j'ai les compétences, j'ai les diplômes, j'ai deux gamins, qu'est-ce que vous pouvez faire pour moi» et bien là on se tait... on se tait... car on ne peut plus agir.

C'est pour cela qu'aujourd'hui le problème doit être porté au niveau politique et non plus associatif. Il faut que la politique considère ce problème comme un problème majeur... qui touche 20 % de la population, un problème qui est un poids économique, qui va provoquer de la violence. La pauvreté, il faut la prendre comme une entité car il y a des gens derrière.

Changer de méthode...

Vous, aujourd'hui, vous proposez une méthode et un diagnostic ?

Oui, en effet, en appliquant une méthode c'est le premier pas vers une résolution du problème. C'est Einstein qui a dit cette phrase, en qui je crois beaucoup, c'est une folie de croire qu'en faisant les mêmes méthodes on obtiendra un résultat différent. Avec les mêmes méthodes on aura les mêmes résultats et aujourd'hui nos résultats sont mauvais. Il faut donc en premier lieu changer de méthodes. Nous, en associatifs, on utilise des méthodes qui ont fait leur preuve. Elles s'attaquent aux problèmes complexes, c'est-à-dire aux aspects structurels et systémiques des problèmes. Elles peuvent être adaptées au politique.

Ceux-ci ont pour responsabilité actuellement de proposer une politique. Et aujourd'hui il n'y en a pas ! On nous répond, souvent, on fait telle action...

Une action ce n'est pas une politique. La politique c'est se fixer un objectif. Si on choisit de faire diminuer la pauvreté on choisit plusieurs axes stratégiques notamment la prévention, inverser les mécanismes générateurs, dépister les nouvelles formes de



précarité qui existent : familles monoparentales, travailleurs pauvres, vieux pauvres, les enfants qui naissent d'emblée pauvres...

C'est notre attente actuelle envers les nouveaux élus !

Se dessiner des cohérences et des convergences

Qu'attendez-vous des diverses collectivités et des nouveaux élus ?

Nous allons tous les mobiliser selon leur domaine de compétence. Certes l'échelon municipal que l'on interpelle n'est pas le plus concerné, mais il l'est quand même par le biais de son CCAS, bras armé de la politique sociale d'une ville. Il doit donc aussi être force de proposition. On va aussi voir auprès des Conseils Généraux quelle est leur politique et puis au niveau régional. Le but est par la suite de comparer et de voir se dessiner alors des cohérences, des convergences et des complémentarités. Cela permettra alors de rentrer en concert. On a la coquille pour cela, c'est la Charte de Lutte contre la Précarité qui vient d'être votée au niveau du PAD-DUC. Celle-ci est une nouveauté extraordinaire après une année de réflexion où la pauvreté est apparue dans les débats. C'est quand même un dispositif qui n'existe dans aucune autre région. Cette charte il va falloir la co-construire ensemble. Il va falloir choisir un territoire expérimental et nous avons proposé à Ajaccio et à la CAPA d'être ce territoire.

La Corse peut-elle aujourd'hui s'en sortir ?

On connaît aujourd'hui les bonnes méthodes. Elles existent depuis 20 ans et 30 ans, on s'en est servi dans les problèmes industriels et universitaires mais pas dans les domaines socio-économiques. Ce sont pourtant des méthodes qui aboutissent rapidement à des résultats très concrets. C'est par elles que nous avons obtenu des réalisations concrètes comme la coordination inter associative.

Elle est née en 2004 avec un programme qui vient pratiquement d'aboutir là, ces jours ci. Par exemple, il a fallu répondre aux besoins physiologiques, on a voulu créer un abri de nuit, c'est fait... Il nous a fallu, au niveau politique, atteindre le plus haut niveau, c'est fait.

Aujourd'hui, la Corse a beaucoup d'atouts pour s'en sortir. On est au début d'une prise de conscience. On a des outils et des hommes et des femmes pour avancer.

Et surtout il y a cet atout essentiel, c'est que l'on a sur cette terre des gens passionnés. Tout le monde aime sa terre et personne n'est indifférent au sort de ses enfants et de ses propres parents. Deuxième atout, c'est qu'on a toutes les institutions nécessaires pour que cela fonctionne et enfin, troisième élément on est une île.

On est donc à l'abri des grands flux d'immigration et de pauvreté. Notre pauvreté est assez contenue, on connaît tout le monde. Ce petit territoire peut s'en sortir mieux qu'ailleurs. Et peut être exemplaire. La Charte Contre la Précarité va inspirer d'autres régions.

La charte votée, lors du PAD-DUC, est donc la pierre angulaire de cette politique ?

C'est une prise de conscience tout à l'honneur de nos politiques. La CTC n'était pas obligée de prendre cette «patate chaude». Ce n'était pas forcément dans ses compétences. Cette charte aujourd'hui est donc une partition qu'il reste à écrire. On a beaucoup de solistes et d'orchestres de chambre qui jouent bien en Corse, mais il faudrait qu'ils jouent ensemble. Il faut co-construire la symphonie. C'est le rôle de la CTC. Car vaincre la pauvreté, c'est un objectif enthousiasmant : derrière cette pauvreté il y a des gens et des gens qu'on connaît bien. ■